

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 625

[2004/200359]

11 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant le règlement du service de conciliation et d'arbitrage de la Commission wallonne pour l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 48, alinéa 2;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment, les articles 26, § 2, alinéa 2 et 36, § 1^{er};

Vu la proposition de la Commission wallonne pour l'Energie, CD-3b10-CWaPE-010, donnée le 10 février 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 septembre 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.898/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 octobre 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Titre I^{er}. — Généralités**CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application**

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o "décret électricité" : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2^o "décret gaz" : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

3^o "partie demanderesse" : toute personne physique ou morale qui requiert une conciliation par le service de conciliation et d'arbitrage;

4^o "contrepartie" : toute personne physique ou morale contre laquelle la partie demanderesse engage une procédure de conciliation;

5^o "demandeur" : toute personne physique ou morale qui requiert un arbitrage par le service de conciliation et d'arbitrage;

6^o "défendeur" : toute personne physique ou morale contre laquelle le demandeur souhaite introduire une procédure d'arbitrage;

7^o "conciliateur" : la personne physique désignée selon l'article 17 chargée des tâches telles que décrites dans cet arrêté;

8^o "direction administrative" : la direction de la CWAPE, visée à l'article 46, § 1^{er}, 3^o, du décret électricité;

9^o "administrateur" : un membre du comité de direction de la CWAPE;

10^o "service de conciliation et d'arbitrage" : le service visé à l'article 48 du décret électricité;

11^o "tribunal arbitral" : le tribunal arbitral composé conformément à l'article 37;

12^o "arbitre" : la personne physique désignée conformément à l'article 37, chargée des tâches telles que décrites dans cet arrêté;

13^o "secrétariat" : le secrétariat du service de conciliation et d'arbitrage;

14^o "corps de rapporteurs" : le corps visé à l'article 9;

15^o "rapporteur" : le membre du corps de rapporteurs désigné conformément à l'article 11;

16^o "Chambre d'appel" : l'organe visé à l'article 49 du décret électricité;

17^o "liste d'experts" : la liste d'experts qui peuvent intervenir en qualité de conciliateur ou d'arbitre, établie conformément à l'article 19 du présent arrêté;

18^o "entreprise d'électricité" : tout gestionnaire de réseau, producteur, fournisseur ou intermédiaire, visé à l'article 2 du décret électricité;

19^o "entreprise de gaz" : tout gestionnaire de réseau, producteur, fournisseur ou intermédiaire, visé à l'article 2 du décret gaz.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux procédures de conciliation et d'arbitrage qui, en application de l'article 48 du décret électricité, sont introduites auprès du service de conciliation et d'arbitrage et à condition que ces procédures concernent une matière relevant de la compétence de ce service.

Dans le cadre des missions qui sont confiées à la CWAPE par les articles 26 et 36 du décret gaz, le service de conciliation et d'arbitrage vise également les différends relatifs à l'accès au réseau de distribution de gaz et au règlement technique dont question à l'article 2, 25^o du décret gaz.

Art. 3. Les règles régissant chaque procédure de conciliation et d'arbitrage introduite auprès du service de conciliation et d'arbitrage sont exclusivement de droit belge.

Art. 4. Sans préjudice des dispositions d'ordre public figurant dans la sixième partie du Code judiciaire, les parties règlent de commun accord lors d'une procédure d'arbitrage les matières relatives à cette procédure qui ne sont pas expressément réglées dans cet arrêté. A défaut d'un tel accord, ces matières sont réglées par le tribunal arbitral ou par l'administrateur si le tribunal arbitral n'a pas encore été composé et par les dispositions de droit supplétif figurant dans la sixième partie du Code judiciaire.

Le premier alinéa est d'application analogue pour ce qui concerne la procédure de conciliation.

CHAPITRE II. — *Notifications et délais*

Art. 5. Les notifications ou communications visées dans cet arrêté s'effectuent par remise contre reçu, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par porteur. A l'exception de l'introduction des demandes de conciliation et d'arbitrage, ces notifications ou communications peuvent également avoir lieu valablement par télécopie ou par courrier électronique, pour autant que le destinataire fournisse un accusé de réception ou par courrier recommandé sans accusé de réception.

Ces notifications ou communications sont effectuées à la dernière adresse connue du destinataire. Les parties communiquent immédiatement tout changement d'adresse au conciliateur ou à l'arbitre (aux arbitres), aux autres parties et au secrétariat.

Art. 6. Les délais tels que prévus dans le présent arrêté sont calculés en application des articles 52 à 54 du Code judiciaire. Sauf preuve contraire, le jour de la réception est calculé de la manière suivante :

1° les documents remis par porteur, contre reçu ou par recommandé avec accusé de réception sont réputés avoir été reçus le jour de la réception tel que mentionné sur le reçu;

2° les documents envoyés par lettre recommandée sont réputés avoir été reçus le troisième jour ouvrable suivant le jour de leur envoi;

3° les télécopies et les messages électroniques sont réputés avoir été reçus le premier jour ouvrable suivant le jour de leur envoi.

La date de réception de la demande par le secrétariat est considérée être la date d'introduction de la procédure d'arbitrage ou de conciliation.

Art. 7. A la demande de l'une des parties, l'administrateur peut décider de proroger ou d'abrèger, avant leur échéance, les délais fixés aux articles 30, 37 et 43.

A la demande du tribunal arbitral, l'administrateur peut proroger, avant leur échéance, les délais fixés aux articles 48 et 52. L'administrateur peut décider d'abrèger ces délais avant leur échéance, à la demande des parties et après avoir entendu en la cause le tribunal arbitral et, à l'exclusion de l'application de l'article 10, § 1^{er}, premier alinéa, le rapporteur.

Toute demande et toute décision de prorogation ou de réduction d'un délai doit être dûment motivée.

CHAPITRE III. — *Secrétariat*

Art. 8. § 1^{er}. Le secrétariat se compose :

1° de l'administrateur qui le dirige;

2° d'un ou de plusieurs membres du personnel de la CWAPE spécialement désigné(s) à cet effet.

§ 2. Le secrétariat a pour mission d'assurer le soutien administratif de la procédure de conciliation ou d'arbitrage.

Le secrétariat assiste l'administrateur, notamment en préparant les décisions que l'administrateur devra prendre en application du présent arrêté. L'administrateur motive ces décisions.

CHAPITRE IV. — *Corps de rapporteurs*

Art. 9. § 1^{er}. Le service de conciliation et d'arbitrage dispose d'un corps de rapporteurs.

§ 2. Les membres du corps de rapporteurs sont choisis parmi les membres de la CWAPE.

§ 3. Les rapporteurs ne peuvent exercer aucune autre fonction ni activité, rémunérée ou gratuite, au service d'une entreprise d'électricité ou d'une entreprise de gaz.

L'interdiction stipulée au premier alinéa demeure d'application au cours d'une période de six mois suivant la cessation du contrat de travail du rapporteur. Le contrat de travail peut prévoir le paiement d'une indemnité compensatoire en considération de cette interdiction, laquelle ne peut toutefois pas excéder la moitié de la rémunération brute du rapporteur pour les six mois qui précèdent la cessation de son contrat de travail.

Les rapporteurs ne peuvent détenir des actions, ou autres valeurs assimilables à des actions émises par des entreprises d'électricité ou des entreprises de gaz, ni des instruments financiers permettant d'acquérir ou de céder de telles actions ou valeurs, ou donnant lieu à un règlement en espèces en fonction principalement de l'évolution de la valeur de telles actions ou valeurs.

§ 4. Les rapporteurs se comportent en toutes circonstances de manière impartiale et indépendante.

Ils ne peuvent solliciter ni accepter aucune injonction concernant le traitement des différends introduits auprès du service de conciliation et d'arbitrage.

Art. 10. § 1^{er}. Les rapporteurs ont pour mission d'établir un rapport écrit et motivé dans chaque procédure de conciliation pour laquelle le conciliateur adresse une demande écrite en ce sens au secrétariat.

Ils sont également chargés d'établir un rapport écrit et motivé dans chaque procédure d'arbitrage, à moins que le tribunal arbitral, à la demande conjointe des parties et au plus tard lors de l'acte de mission visé à l'article 48, décide d'y renoncer. Le cas échéant, le tribunal arbitral transmet sa décision, accompagnée de l'acte de mission, au secrétariat dans le délai visé à l'article 48, § 2.

§ 2. Dans le rapport dont question au § 1^{er}, le rapporteur examine en fait et en droit toutes les questions juridiques soulevées par la procédure de conciliation ou d'arbitrage. Il examine notamment la recevabilité du différend et le bien-fondé des réclamations formulées dans la procédure d'arbitrage.

A cette fin, le rapporteur peut demander à la CWAPE et aux parties toutes les données et tous les documents utiles.

Le rapport n'est pas contraignant pour le conciliateur ou le tribunal arbitral.

§ 3. Le rapporteur date et signe son rapport.

Dans le cadre d'une procédure de conciliation, il adresse le rapport au conciliateur et aux parties dans un délai raisonnable déterminé par le conciliateur.

Dans le cadre d'une procédure d'arbitrage, il adresse le rapport au tribunal arbitral et aux parties dans un délai de deux mois à compter de la dernière étape de procédure réellement effectuée dans cette procédure d'arbitrage.

Si, d'office ou à la demande de l'une des parties, le conciliateur ou le tribunal arbitral est d'avis que le rapport contient de nouveaux éléments justifiant une réouverture des débats, il communique immédiatement ce fait aux parties. Dans pareil cas, le tribunal arbitral invite les parties à déposer, dans un délai raisonnable qu'il détermine, leurs conclusions quant à ces nouveaux éléments.

Art. 11. § 1^{er}. La CWAPE communique chaque année une liste de rapporteurs.

§ 2. Pour chaque rapport, l'administrateur désigne le rapporteur en tenant compte des impératifs liés au fonctionnement interne de la CWAPE.

Titre II. — Procédure de conciliation**CHAPITRE I^{er}. — Demande de conciliation**

Art. 12. La partie qui souhaite introduire une procédure de conciliation auprès du service de conciliation et d'arbitrage adresse à cet effet une demande en trois exemplaires au secrétariat.

Les éléments suivants figurent dans cette demande :

- 1° un exposé de la position de la partie demanderesse;
- 2° pour les personnes physiques, le nom, prénom, qualité et adresse; pour les personnes morales, la raison sociale et le siège social; pour les personnes physiques et morales, les numéros de téléphone, de fax et l'adresse électronique de la partie demanderesse (des parties demanderesses) et, le cas échéant, de la contrepartie;
- 3° une description de la nature du différend et des circonstances dans lesquelles le différend est placé;
- 4° la preuve que ce différend tombe dans le champ d'application de cet arrêté;
- 5° le montant exact du droit fixe tel que visé à l'article 26 pour l'ouverture du dossier;
- 6° toutes les pièces que la partie demanderesse estime nécessaires.

La procédure de conciliation ne pourra avoir lieu s'il n'y a manifestement aucune indication dans la demande démontrant que le différend tombe dans le champ d'application du présent arrêté.

Dans les sept jours civils suivant la réception de la demande et des éléments énumérés à l'alinéa 2, le secrétariat fait parvenir à la partie demanderesse un accusé de réception de sa demande ou lui communique la décision motivée du directeur, en cas d'application de l'alinéa 3.

CHAPITRE II. — Notification à la contrepartie

Art. 13. Sous réserve de l'application de l'article 12, alinéa 3, le secrétariat informe la contrepartie de la demande de conciliation dans le délai visé à l'article 12, alinéa 4, et lui remet un original de la requête de la partie demanderesse.

La contrepartie dispose d'un délai de quinze jours civils à compter de la réception de la notification pour accepter ou refuser de participer à la procédure de conciliation.

Art. 14. Si la contrepartie ne répond pas à la demande dans le délai visé à l'article 13, alinéa 2, ou refuse de participer à la procédure de conciliation, aucune suite ne sera donnée à la demande de conciliation. Le secrétariat informe immédiatement la partie demanderesse de ce refus ou de cette absence de réponse.

Art. 15. La demande de conciliation de la partie demanderesse et, le cas échéant, l'accord de la contrepartie sur la procédure de conciliation impliquent que les deux parties souscrivent aux règles de procédures prévues par le présent arrêté et qu'elles y sont liées.

Art. 16. Si les deux parties adressent conjointement une demande de conciliation au service de conciliation et d'arbitrage, les articles 13 et 14 ne trouvent pas à s'appliquer.

CHAPITRE III. — Déroulement de la procédure de conciliation

Art. 17. Si la contrepartie accepte, dans le délai visé à l'article 13, alinéa 2, la procédure de conciliation, le secrétariat en informe immédiatement la partie demanderesse et adresse aux deux parties la liste d'experts dans laquelle les parties pourront choisir conjointement un conciliateur, sans que leur possibilité de choix ne soit limitée à cette liste. En cas d'application de l'article 16, la liste précitée est jointe à l'accusé de réception visé à l'article 12, alinéa 4.

Les parties désignent conjointement un conciliateur dans un délai de quinze jours civils suivant la réception de la liste d'experts précitée.

Si les parties ne parviennent pas à un accord ou s'abstiennent de désigner un conciliateur dans le délai visé à l'alinéa 2, l'administrateur désigne un conciliateur à partir de la liste d'experts précitée, en tenant compte des observations des parties et après avoir invité les experts compétents pour ce type de litige à remettre offre. Le conciliateur est choisi sur la base de son expérience par rapport au différend en question.

Le secrétariat invite le conciliateur choisi à accepter la mission de conciliation dans un délai de cinq jours civils. Le conciliateur confirme sa collaboration par écrit. Le cas échéant, le secrétariat informe immédiatement les parties de l'acceptation de sa mission par le conciliateur.

Si le conciliateur choisi refuse la mission, ne répond pas à l'invitation dans le délai visé à l'alinéa 4, s'il décède ou est empêché en droit ou en fait de remplir sa mission l'administrateur désigne un autre conciliateur à partir de la liste d'experts précitée de la même manière que celle fixée à l'alinéa 3. Il peut être pourvu de la même manière au remplacement d'un conciliateur lorsque l'administrateur constate qu'il n'accomplit pas sa mission conformément aux dispositions de cet arrêté ou dans les délais impartis. Le cas échéant, le conciliateur et les parties sont préalablement invités à transmettre par écrit leurs observations au secrétariat, dans le délai que ce dernier leur impartit.

La liste d'experts visée à l'alinéa 1^{er} est déterminée par le Ministre sur proposition de la CWAPE après appel public à candidat. La liste mentionne l'expérience des experts, le montant de leurs honoraires ainsi que, le cas échéant, la nature des litiges déjà traités. La liste d'experts est adaptée tous les 3 ans.

Art. 18. Après que le secrétariat a constaté que la provision visée à l'article 27 a été payée dans le respect des modalités de paiement imposées, il en informe immédiatement le conciliateur. Ensuite, le conciliateur instruit la cause dans les plus brefs délais et par tous les moyens nécessaires.

Lorsque le conciliateur reçoit des informations pertinentes d'une partie, il est tenu de les communiquer à l'autre partie, sauf lorsque ces informations ont été fournies au conciliateur sous la réserve qu'elles doivent faire l'objet d'un traitement strictement confidentiel et qu'il estime que tel est effectivement le cas.

Il soumet une ou plusieurs propositions de conciliation aux parties. Après concertation avec les parties, il leur impartit un délai pour formuler leurs observations ou pour accepter la proposition.

Art. 19. Les parties déterminent de commun accord le lieu où se déroulera la procédure de conciliation, celui-ci est situé en Région wallonne.

CHAPITRE IV. — *Fin de la procédure de conciliation*

Art. 20. Si la tentative de conciliation échoue, le conciliateur dresse un procès-verbal de carence en autant d'exemplaires que de parties :

- 1° si la tentative de conciliation échoue;
- 2° lorsqu'une ou toutes les parties interrompent la procédure de conciliation;
- 3° lorsqu'une procédure arbitrale, une procédure judiciaire ou une procédure devant la Chambre d'appel est mise en œuvre.

Art. 21. Si les parties acceptent une proposition de conciliation visée à l'article 18, dernier alinéa, le conciliateur dresse un procès-verbal de conciliation en autant d'exemplaires qu'il y a de parties et signe avec les parties chacun de ces exemplaires. Le procès-verbal de conciliation reprend la proposition de conciliation sur laquelle les parties se sont mutuellement entendues. Les parties sont définitivement liées par cet accord qui est assimilé à une transaction conformément aux articles 2044 et suivants du Code civil.

Art. 22. Les parties peuvent mettre fin à tout moment à la tentative de conciliation, soit unilatéralement soit d'un commun accord.

Art. 23. Si, au cours de la procédure de conciliation, l'une des parties décide unilatéralement ou si toutes les parties décident conjointement d'engager une procédure arbitrale, une procédure judiciaire ou une procédure devant la Chambre d'appel pour le même différend, la procédure de conciliation prend fin immédiatement.

Art. 24. Le conciliateur transmet sans délai le procès-verbal visé aux articles 20 et 21, au secrétariat.

Après réception de cette copie, le secrétariat liquide les frais de conciliation, en tenant compte de la provision déjà versée et du droit fixe d'ouverture du dossier. Si la provision préalablement versée ne couvre pas entièrement ces frais de conciliation, le secrétariat communique par écrit aux parties le montant dû en supplément, ainsi que ses modalités de paiement.

CHAPITRE V. — *Frais de la conciliation*

Art. 25. Les frais de conciliation comprennent d'une part, les honoraires du conciliateur, et d'autre part, les frais administratifs en ce compris les frais de rédaction d'un rapport par le corps de rapporteurs. Le montant des frais administratifs couvre les frais réels que le secrétariat a exposés.

Le secrétariat détermine le montant des frais de conciliation.

Les frais de conciliation sont dus en parts égales par les parties, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.

Les parties sont tenues solidairement et pour l'ensemble au paiement des frais de conciliation tels qu'arrêtés par le secrétariat.

Art. 26. Lors de l'introduction de sa demande de conciliation, la partie demanderesse doit s'acquitter d'un droit fixe auprès de la CWAPE pour l'ouverture du dossier. Le droit fixe n'est pas récupérable.

En cas d'application de l'article 16, le droit fixe est dû en parts égales par les deux parties, sauf si elles ont convenu d'une autre répartition.

Art. 27. En vue de couvrir les frais de conciliation, le secrétariat détermine une provision pour les frais de conciliation, laquelle doit être versée auprès de la CWAPE préalablement à l'ouverture de la procédure. Le secrétariat informe les deux parties du montant de la provision et de ses modalités de paiement.

Le secrétariat peut, en cours de procédure, ajuster le montant de la provision lorsqu'il résulte des circonstances de la cause que le différend est plus important qu'initialement escompté.

La provision est due en parts égales par les parties, sauf si elles ont convenu d'une autre répartition.

Art. 28. Les frais supplémentaires englobent les frais exposés dans le cadre de la procédure de conciliation autres que ceux indiqués à l'article 25, alinéa 1^{er}. Ils englobent notamment les honoraires des experts, traducteurs et interprètes. En vue de couvrir les frais supplémentaires, le secrétariat détermine des provisions distinctes que les parties doivent immédiatement verser auprès de la CWAPE. Les frais supplémentaires sont dus en parts égales par les parties, sauf si elles ont convenu d'une autre répartition.

Titre III. — Arbitrage

CHAPITRE I^{er}. — *Introduction de la procédure d'arbitrage*Section 1^{re}. — Demande d'arbitrage

Art. 29. La partie qui souhaite recourir à l'arbitrage organisé par le service de conciliation et d'arbitrage adresse une demande d'arbitrage au secrétariat, laquelle contient au moins les données suivantes :

1° pour les personnes physiques, le nom, prénom, qualité et adresse; pour les personnes morales, la raison sociale et le siège social; pour les personnes physiques et morales, les numéros de téléphone, de fax et l'adresse électronique des parties; le cas échéant, les coordonnées de leurs conseillers;

2° un exposé de la nature et des circonstances du différend qui est à l'origine de la demande;

3° l'objet de la demande, un résumé des moyens invoqués et, dans la mesure du possible, une estimation des montants réclamés ou de la contre-valeur pécuniaire de la prestation requise;

4° le texte de la convention d'arbitrage sur lequel se fonde le demandeur; par convention d'arbitrage, il faut entendre une convention d'arbitrage distincte ou une clause arbitrale dans les conditions générales d'un contrat ou dans un contrat;

5° si la convention d'arbitrage prévoit la désignation d'un ou de plusieurs arbitres par les parties, le nom de l'arbitre ou des arbitres que le demandeur désigne; à défaut, tous les renseignements nécessaires de nature à fixer le nombre d'arbitres et à permettre leur choix conformément aux dispositions de l'article 37; L'introduction de la demande d'arbitrage est accompagnée d'un dossier inventorié des pièces, comprenant notamment la copie des conventions intervenues, y compris celle de la convention d'arbitrage, de la correspondance échangée entre les parties et de toutes autres pièces utiles. Est également jointe à cette demande la preuve de paiement du droit fixe visé à l'article 59.

La demande et le dossier sont adressés au secrétariat en trois ou cinq exemplaires datés et signés selon que le demandeur estime qu'un seul arbitre ou trois arbitres doivent être désignés.

Le secrétariat communique au défendeur qu'une demande d'arbitrage a été introduite à son égard et lui transmet un exemplaire de la demande, ainsi que du dossier inventorié dans lequel figurent toutes les pièces. Le secrétariat lui transmet également la liste d'experts.

Section 2. — Réponse à la demande d'arbitrage et demande reconventionnelle

Art. 30. § 1^{er}. Le défendeur adresse au secrétariat sa réponse à la demande d'arbitrage dans un délai d'un mois suivant la réception de la notification de la demande d'arbitrage. Le défendeur précise dans cette réponse :

- 1° son point de vue quant à la nature et aux circonstances du différend qui est à l'origine de la demande;
- 2° son point de vue quant au nombre et au choix des arbitres, en indiquant éventuellement le nom de l'arbitre qu'il désigne.

La réponse visée au premier alinéa, accompagnée d'un dossier inventorié dans lequel figurent toutes les pièces, est adressée au secrétariat en trois ou cinq exemplaires selon que le défendeur estime qu'un seul arbitre ou trois arbitres doivent être désignés.

Le secrétariat transmet au demandeur un exemplaire de la réponse et du dossier inventorié des pièces.

§ 2. Le défendeur peut déjà formuler une demande reconventionnelle avec la réponse visée au § 1^{er}. La demande reconventionnelle expose la nature et les circonstances du différend qui est à l'origine de la demande reconventionnelle et comprend à tout le moins une indication de l'objet de la demande reconventionnelle et, dans la mesure du possible, une estimation des montants réclamés ou la contre-valeur pécuniaire de la prestation requise. Le secrétariat communique au demandeur la demande reconventionnelle.

Art. 31. Si le défendeur ne répond pas dans le délai prescrit à l'article 30, § 1^{er}, ou s'il conteste la compétence du service de conciliation et d'arbitrage et que l'administrateur constate qu'il n'existe aucune convention d'arbitrage liant les deux parties, la procédure d'arbitrage ne peut avoir lieu.

Lorsque le défendeur néglige de répondre dans le délai prescrit, mais que l'administrateur estime qu'il existe une convention d'arbitrage liant les parties, le secrétariat compose néanmoins le tribunal arbitral dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'absence de réponse du défendeur constitue un abandon de son droit à désigner un arbitre. Toutefois, le défendeur conserve la possibilité de contester, lors du déroulement ultérieur de la procédure d'arbitrage, la compétence du tribunal arbitral et le bien-fondé de la demande du demandeur.

Section 3. — Effets de la convention d'arbitrage

Art. 32. Lorsque les parties conviennent de recourir à l'arbitrage organisé par le service de conciliation et d'arbitrage, elles sont tenues de se soumettre au présent arrêté et ne peuvent déroger à quelconque de ses dispositions ou exclure l'application d'une ou de plusieurs dispositions sauf si le présent arrêté les y autorise expressément.

Si, en dépit de l'existence de cette convention d'arbitrage, l'une des parties refuse de participer ou s'abstient de prendre part à l'arbitrage, celui-ci a néanmoins lieu.

Art. 33. Sous réserve des dispositions de l'article 31, alinéa 1^{er}, le tribunal arbitral statue sur sa propre compétence lorsque l'une des parties soulève une ou plusieurs exceptions relatives à l'existence, à la validité ou au champ d'application de la convention d'arbitrage.

Art. 34. La constatation de la nullité du contrat n'entraîne pas de plein droit la nullité de la convention d'arbitrage qu'il contient.

Section 4. — Documents

Art. 35. Une copie de toutes les demandes, de toutes les réponses et de toutes les communications écrites échangées entre les parties, et entre les parties et le tribunal arbitral dans le cadre d'une procédure arbitrale, ainsi que de toutes les annexes doit être adressée à toutes les autres parties, au secrétariat et au rapporteur. Aucune copie de ces documents n'est adressée au rapporteur si le tribunal arbitral, en application de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, décide de renoncer au rapport.

*CHAPITRE II. — Tribunal arbitral**Section 1^{re}. — Choix des arbitres*

Art. 36. Le tribunal arbitral est composé de trois arbitres, à moins que :

- 1° la convention d'arbitrage détermine que le tribunal arbitral n'est composé que d'un seul arbitre et que la procédure d'arbitrage ne compte pas plus de deux parties;
- 2° l'administrateur, à la demande d'une partie et après avoir entendu toutes les parties, décide que le tribunal arbitral ne sera composé que d'un seul arbitre, lorsque le différend présente peu de difficultés ou est d'une importance pécuniaire limitée.

Art. 37. 1^{er}. Si la convention d'arbitrage prévoit un tribunal arbitral composé d'un seul arbitre et si la procédure d'arbitrage ne compte pas plus de deux parties, les parties désignent l'arbitre d'un commun accord. A défaut d'entente entre les parties dans un délai d'un mois suivant la notification de la demande d'arbitrage au défendeur, ou en cas de non acceptation de l'arbitre désigné par l'administrateur, ce dernier nomme d'office un arbitre à partir de la liste d'experts.

§ 2. Si la convention d'arbitrage prévoit un tribunal arbitral composé de trois arbitres et si la procédure d'arbitrage ne compte pas plus de deux parties, le demandeur, dans sa demande d'arbitrage, et le défendeur, dans sa réponse à cette demande, désignent chacun un arbitre. A défaut de désignation d'un des deux arbitres conformément aux dispositions du premier alinéa ou en cas de non acceptation d'un des deux arbitres désignés par l'administrateur, ce dernier nomme d'office, sur base de leur expérience pour ce type de litige et après avoir invité les experts compétents à remettre offre, un ou deux arbitres à partir de la liste d'experts.

Dans un délai de quatorze jours civils après l'acceptation de sa mission par le dernier arbitre, les deux arbitres désignés nomment d'un commun accord un troisième arbitre. A défaut d'entente entre les deux arbitres désignés, l'administrateur nomme d'office le troisième arbitre à partir de la liste d'experts, sur base de leur expérience pour ce type de litige et après avoir invités les experts compétents à remettre offre. Le troisième arbitre assume d'office la présidence du tribunal arbitral.

§ 3. Si la procédure d'arbitrage compte plus de deux parties, les parties désignent deux arbitres de commun accord. A défaut d'entente entre les parties dans un délai d'un mois qui suit la constatation par le secrétariat que la procédure d'arbitrage compte plus de deux parties, ou en cas de non acceptation d'un des deux arbitres désignés par l'administrateur, ce dernier nomme d'office un, voire, le cas échéant, deux arbitres, à partir de la liste d'experts, sur base de leur expérience pour ce type de litige et après avoir invité les experts compétents pour ce type de litige à remettre offre.

Dans un délai de quatorze jours civils après l'acceptation de sa mission par le dernier arbitre, les deux arbitres désignés nomment d'un commun accord un troisième arbitre. A défaut d'entente entre les deux arbitres désignés, l'administrateur nomme d'office un troisième arbitre à partir de la liste d'experts, sur base de leur expérience pour ce type de litige et après avoir invité les experts compétents pour ce type de litige à remettre offre. Le troisième arbitre assume d'office la présidence du tribunal arbitral.

§ 4. La composition du tribunal arbitral est effectuée ou modifiée conformément au § 3 en cas d'intervention par un ou plusieurs tiers intéressés ou en cas de jonction visée à l'article 44.

Art. 38. La liste d'experts " arbitres " est déterminée par le Ministre sur proposition de la CWAPE après appel public à candidat. La liste mentionne l'expérience des experts, le montant de leurs honoraires ainsi que, le cas échéant, la nature des litiges déjà traités. La liste d'experts est adaptée tous les 3 ans.

Le secrétariat met la liste d'experts à la disposition des parties. Dans le choix d'un arbitre, les parties ne sont pas obligées de désigner un expert figurant sur la liste.

L'arbitre est désigné sur la base de son expertise pertinente relativement au différend particulier.

Art. 39. Si un arbitre décède, est empêché en droit ou en fait de remplir sa mission, ou refuse d'accepter sa mission, ou s'il est mis fin à sa mission d'un commun accord entre les parties, il est pourvu à son remplacement conformément aux règles applicables à sa désignation ou à sa nomination.

Il peut être pourvu de la même manière au remplacement d'un arbitre lorsque l'administrateur constate que l'arbitre n'accomplit pas sa mission conformément aux dispositions de cet arrêté ou dans les délais impartis. Dans cette hypothèse, le tribunal arbitral et les parties sont préalablement invités à transmettre par écrit leurs observations au secrétariat, dans le délai que ce dernier leur impartit.

Le remplacement d'un arbitre ne porte pas atteinte à la validité de la convention d'arbitrage, même si cette dernière désigne nommément ledit arbitre.

Art. 40. Le secrétariat invite les arbitres à accepter leur mission d'arbitrage par écrit dans un délai de sept jours civils qui suit leur désignation. Il informe sans délai les parties de cette acceptation, ainsi que des coordonnées des arbitres et le nom du président du tribunal arbitral.

La désignation d'un arbitre ne peut plus être rétractée après cette communication, sous réserve des dispositions des articles 39 et 43.

Art. 41. L'administrateur règle toutes les difficultés concernant la désignation des arbitres. Il peut notamment :

1° désigner d'office un arbitre en cas de négligence d'une partie;

2° désigner un troisième arbitre supplémentaire lorsqu'un nombre pair d'arbitres risque d'être désigné;

sur base de leur expérience et après avoir invité les experts compétents pour ce type de litige à remettre offre.

Art. 42. Le tribunal arbitral composé selon les règles susmentionnées n'est institué qu'après paiement de la provision visée à l'article 60.

Section 2. — Récusation des arbitres

Art. 43. La partie qui souhaite récuser un arbitre doit introduire une demande motivée de récusation au secrétariat. A peine de forclusion, la requête doit être déposée par écrit soit dans les quatorze jours civils qui suivent la réception par cette partie de la notification de la désignation de l'arbitre, soit dans les quatorze jours civils qui suivent la date à laquelle elle a pris connaissance de la cause de récusation, si cette date est postérieure à la réception de la notification susvisée.

Il y a matière à récusation dans l'éventualité de circonstances faisant naître un doute fondé quant à l'impartialité ou à l'indépendance de l'arbitre.

Le secrétariat invite l'arbitre concerné par cette demande de récusation, les autres arbitres et les autres parties à lui transmettre leurs observations par écrit dans un délai raisonnable arrêté par ses soins. Le secrétariat communique ces observations aux parties et au tribunal arbitral.

L'administrateur se prononce sur la recevabilité et le bien-fondé de la demande de récusation.

Section 3. — Jonction des affaires

Art. 44. Lorsque plusieurs conventions d'arbitrage se référant au service de conciliation et d'arbitrage donnent lieu à des différends connexes ou indivisibles, l'administrateur, soit à la demande du tribunal arbitral, soit, *in limine litis*, à la demande d'au moins une des parties, peut en ordonner la jonction.

L'administrateur invite les parties et les arbitres qui ont déjà été éventuellement désignés à présenter leurs observations dans un délai raisonnable qu'il détermine. Il ne peut ordonner la jonction de différends dans lesquels une décision d'avant dire droit, une décision de recevabilité ou une décision sur le fond de la demande a déjà été rendue.

CHAPITRE III. — Procédure d'arbitrage

Section 1^{re}. — Dépôt du dossier, siège de l'arbitrage et langue de la procédure

Art. 45. Le secrétariat transmet le dossier au tribunal arbitral dès qu'il a été constitué et que la provision réclamée conformément à l'article 60 a été versée.

Art. 46. Les parties déterminent d'un commun accord le siège de l'arbitrage. Le siège de l'arbitrage doit se situer en Région wallonne.

Art. 47. A défaut d'accord entre les parties, le siège de l'arbitrage est fixé à Namur, à moins que le tribunal arbitral décide, compte tenu de toutes les circonstances du différend et après avoir entendu les parties, qu'un autre siège en Région wallonne est plus approprié. Le tribunal arbitral peut délibérer en tout autre endroit qu'il estime opportun.

Section 2. — Mission du tribunal arbitral

Art. 48. § 1^{er}. Avant de commencer l'instruction de la cause et dans un délai de deux mois à compter de la transmission du dossier conformément aux dispositions de l'article 45, le tribunal arbitral établit un acte de mission en autant d'exemplaires qu'il n'y a de parties, plus un, dans lequel il décrit sa mission. Cet acte de mission est établi sur la base des pièces des parties ou sur la base de leurs déclarations si elles souhaitent être présentes lors de l'établissement de cet acte, et il renferme les données suivantes :

- 1° les noms, prénoms, dénomination complète et qualités des parties au procès;
- 2° les adresses des parties où peuvent valablement être faites toutes les notifications ou communications au cours de l'arbitrage;
- 3° l'énoncé sommaire des circonstances de la cause;
- 4° l'exposé des demandes des parties, y compris les demandes reconventionnelles déjà introduites;
- 5° la définition des points litigieux à trancher, à moins que le tribunal arbitral n'estime pareille définition inopportune;
- 6° les noms, prénoms et adresses des membres du tribunal arbitral, ainsi que la qualité de ceux-ci dans un tribunal arbitral;
- 7° le siège de l'arbitrage;
- 8° le cas échéant, le choix d'une procédure sans le dépôt d'un rapport du corps de rapporteurs;
- 9° une estimation par le tribunal arbitral de la valeur du différend;
- 10° toutes autres mentions jugées utiles par le tribunal arbitral.

§ 2. Les parties et les membres du tribunal arbitral signent les exemplaires de l'acte visé au § 1^{er}.

Le tribunal arbitral adresse un exemplaire signé de l'acte de mission au secrétariat au plus tard dans les quarante-huit heures de la signature de ce document.

Si l'une des parties refuse de participer à l'établissement de cet acte ou de le signer, la procédure arbitrale suit son cours après l'expiration d'un délai complémentaire imposé par le secrétariat pour obtenir la signature manquante. La sentence arbitrale que rendra le tribunal arbitral est réputée contradictoire nonobstant la signature manquante.

§ 3. Après la signature de l'acte de mission, le secrétariat transmet le dossier au rapporteur, à moins que le tribunal arbitral, en application de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, décide de renoncer au rapport.

Section 3. — Calendrier de la procédure

Art. 49. Lors de l'établissement de l'acte de mission, ou aussi rapidement qu'il est possible après celui-ci, le tribunal arbitral, après consultation des parties, fixe dans un document séparé le calendrier qu'il entend suivre pour la conduite de la procédure et le communique au secrétariat et aux parties. Toute modification ultérieure de ce calendrier sera communiquée au secrétariat et aux parties.

Section 4. — Instruction de la cause

Art. 50. § 1^{er}. Le tribunal arbitral procède à l'instruction par tous les moyens qu'il estime appropriés à cette fin et notamment le recueil de témoignages et la désignation d'une ou de plusieurs personne(s) présentant une expertise utile à l'instruction de la cause.

§ 2. Le tribunal arbitral peut décider de statuer seulement sur la base des pièces et mémoires soumis par les parties. La décision du tribunal arbitral est communiquée aux parties. Si une ou plusieurs parties souhaitent être entendues ou si le tribunal arbitral souhaite entendre les parties, le tribunal arbitral invite les parties à comparaître au jour et au lieu que le tribunal arbitral détermine. Le rapporteur est convié à l'audience, à moins que le tribunal arbitral, en application de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, ait décidé de renoncer au rapport.

§ 3. Les audiences ne sont pas publiques.

§ 4. Après la signature de l'acte de mission, les nouvelles demandes ou les extensions de la demande principale ou de la demande reconventionnelle ne peuvent être effectuées que par écrit. Si le tribunal arbitral estime que la nouvelle demande ou l'extension de la demande est de nature à retarder l'instruction ou le règlement de la demande originaire ou qu'elle excède les limites fixées par l'acte de mission, le tribunal arbitral peut refuser de connaître de la nouvelle demande ou de l'extension de la demande. Ce même principe s'applique si l'une des parties n'a plus la possibilité, en toute logique, d'y répondre de manière suffisante en raison du stade de la procédure.

§ 5. Si les circonstances le permettent, le tribunal arbitral peut demander aux parties de trouver une solution amiable et suspendre, si les parties acceptent expressément cette demande, la procédure pendant le temps nécessaire. Le tribunal arbitral en informe le secrétariat et, le cas échéant, le rapporteur.

§ 6. Une partie poursuivant l'arbitrage sans émettre de réserves à l'encontre d'une infraction à une disposition du présent arrêté, à toute autre disposition applicable à la procédure ou à des instructions données par le tribunal arbitral, renonce définitivement à son droit d'émettre des réserves. La faculté de renoncer à émettre des réserves ne s'applique qu'aux dispositions qui ne touchent pas à l'ordre public.

Section 5. — Mesures provisoires et conservatoires

Art. 51. Sans préjudice de l'article 1679, alinéa 2, du Code judiciaire, chaque partie peut demander au tribunal arbitral, dès qu'il aura été constitué, d'ordonner des mesures provisoires et conservatoires, à l'exception d'une saisie conservatoire.

A moins que le tribunal arbitral, en application de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, ait décidé de renoncer au rapport, le rapporteur établit, dans un délai raisonnable fixé par le tribunal arbitral, un rapport motivé sur la demande de mesures provisoires et conservatoires.

Toutes les mesures qui sont ordonnées conformément à l'article 1679, alinéa 2, du Code judiciaire concernant le différend doivent être portées, par la partie qui les a obtenues, sans délai à la connaissance du tribunal arbitral et du secrétariat.

CHAPITRE IV. — *Sentence arbitrale*

Art. 52. Le tribunal arbitral statue dans les quatre mois à dater de la réception du dernier mémoire soumis par les parties. Si le tribunal arbitral estime pouvoir se prononcer sur le différend dans un délai plus court, il se concertera tout d'abord dans un premier temps avec le rapporteur. Cette sentence est définitive et clôture le différend.

La sentence arbitrale est motivée.

Art. 53. Si le tribunal arbitral est composé de trois arbitres, la sentence arbitrale est rendue à la majorité des voix. Si une majorité ne peut être formée, la voix du président du tribunal arbitral est prépondérante.

Art. 54. Si, durant la procédure d'arbitrage, les parties parviennent à un accord commun mettant un terme à leur différend, elles peuvent solliciter du tribunal arbitral qu'il prenne acte de cet accord dans un acte de transaction. Après la signature de l'acte de transaction par les parties et par les membres du tribunal arbitral, ce dernier transmet ledit acte au secrétariat.

Art. 55. La sentence arbitrale est réputée avoir été rendue au siège de l'arbitrage le jour où les membres du tribunal arbitral l'ont signée. Après signature, le tribunal arbitral transmet une copie de la sentence arbitrale au secrétariat.

Après la réception de cette sentence, le secrétariat liquide les frais d'arbitrage, en tenant compte de la provision déjà versée, du droit fixe d'ouverture du dossier et de la décision du tribunal arbitral relative aux frais d'arbitrage visés à l'article 62.

Si la provision déjà versée ne couvre pas suffisamment ces frais d'arbitrage, les parties sont informées par écrit du montant dû en supplément, ainsi que de ses modalités de paiement.

Art. 56. Le secrétariat porte à la connaissance des parties le texte de la sentence arbitrale signé par les membres du tribunal arbitral, après que ces parties ou l'une d'entre elles ont (a) acquitté l'intégralité des frais d'arbitrage.

Art. 57. La CWAPE peut publier la sentence arbitrale. A la demande d'une des parties, le tribunal arbitral peut décider que la sentence arbitrale ne peut pas être publiée, en tout ou en partie, en raison de la confidentialité des données qu'elle renferme, notamment lorsque la divulgation de celles-ci est susceptible de porter préjudice à la position concurrentielle d'une partie.

CHAPITRE V. — *Frais d'arbitrage**Section 1^{re}.* — Nature et montant des frais d'arbitrage

Art. 58. Les frais d'arbitrage comprennent d'une part, les honoraires de(s) arbitre(s) et d'autres part, les frais administratifs en ce compris les frais de rédaction d'un rapport par le corps de rapporteurs.

Le secrétariat détermine le montant des frais d'arbitrage.

Le montant des frais administratifs couvre les frais réels que le secrétariat a exposés.

Les parties sont tenues solidairement et pour l'ensemble au paiement des frais d'arbitrage tels qu'arrêtés par le secrétariat.

Section 2. — Droit fixe pour l'ouverture du dossier

Art. 59. Lors de l'introduction de sa demande d'arbitrage, le demandeur doit s'acquitter d'un droit fixe auprès de la CWAPE pour l'ouverture du dossier. Le droit fixe n'est pas récupérable.

Section 3. — Provision pour frais d'arbitrage

Art. 60. En vue de couvrir les frais d'arbitrage, le secrétariat détermine une provision pour les frais d'arbitrage, laquelle doit être versée auprès de la CWAPE préalablement à l'ouverture de la procédure. Le secrétariat informe les deux parties du montant de la provision et de ses modalités de paiement.

Le secrétariat peut, en cours de procédure, ajuster le montant de la provision lorsqu'il résulte des circonstances de la cause, de l'introduction de nouvelles demandes ou des extensions de la demande principale ou de la demande reconventionnelle que le différend est plus important qu'initialement escompté.

La provision est due en parts égales par les parties, sauf si elles ont convenu d'une autre répartition. Chaque partie peut toutefois prendre en charge la totalité de la provision, lorsque l'autre partie néglige de payer sa quote-part de la provision.

La formulation d'une demande reconventionnelle peut donner lieu à l'établissement de provisions distinctes pour la demande principale et la demande reconventionnelle. Dans ce cas, chaque partie prend en charge la provision correspondant à sa demande principale ou à sa demande reconventionnelle.

Le tribunal arbitral ne statue que sur la demande pour laquelle la provision a été intégralement payée.

Section 4. — Frais supplémentaires

Art. 61. Les frais supplémentaires englobent les frais exposés dans le cadre de la procédure d'arbitrage autres que ceux indiqués à l'article 58, alinéa 1^{er}. Ils englobent notamment les honoraires des experts, traducteurs et interprètes.

En vue de couvrir les frais supplémentaires, le secrétariat ou le tribunal arbitral détermine des provisions distinctes que les parties doivent immédiatement verser auprès de la CWAPE.

Les frais supplémentaires sont dus en parts égales par les parties, sauf si elles ont convenu d'une autre répartition.

Si les avances requises n'ont pas été, ou pas été suffisamment, acquittées, le tribunal arbitral statue sur la poursuite de la procédure.

Section 5. — Décision relative aux frais

Art. 62. La sentence arbitrale décide de la partie prenant en charge les frais d'arbitrage et les éventuels frais supplémentaires, voire de la proportion selon laquelle ces frais seront partagés entre les parties. Le cas échéant, la sentence arbitrale éternise l'accord entre les parties concernant le partage des frais d'arbitrage et des éventuels frais supplémentaires.

Titre IV. — Règles de bonne conduite

Art. 63. Le conciliateur ou l'arbitre désigné par une partie n'est ni son représentant ni son mandataire.

Art. 64. En acceptant sa désignation, le conciliateur ou l'arbitre s'engage à respecter intégralement le règlement du service de conciliation et d'arbitrage, tel qu'il est déterminé par le présent arrêté et à collaborer loyalement avec le secrétariat qu'il informera régulièrement de l'état de la procédure.

Art. 65. Sans préjudice de l'article 43, le conciliateur ou l'arbitre requis ne peut accepter sa désignation que s'il estime être indépendant vis-à-vis des parties et de leurs conseillers. Si, ultérieurement, une circonstance quelconque survient, qui pourrait être de nature à faire naître dans son esprit ou dans celui des parties, des doutes quant à cette indépendance, il les fait connaître immédiatement et par écrit au secrétariat. Ce dernier en informe immédiatement les parties. Après avoir pris connaissance de leurs remarques, l'administrateur décide de l'éventuel remplacement du conciliateur ou de l'arbitre en question.

Art. 66. Lors de l'acceptation de sa désignation, le conciliateur ou l'arbitre signe une déclaration dans laquelle il affirme que :

1° à sa connaissance, il n'existe aucun fait qui pourrait faire naître un doute quant à son indépendance et à son impartialité, hormis les circonstances qu'il mentionne explicitement dans la déclaration;

2° il respectera intégralement le règlement du service de conciliation et d'arbitrage;

3° ses activités seront rétribuées par le jeton de présence fixé conformément à l'article 48, alinéa 3, du décret électricité pour les interventions du service de conciliation et d'arbitrage.

Art. 67. L'arbitre s'engage, à compter de sa désignation, à n'avoir aucune relation avec la partie qui l'a désigné en application de l'article 37 ou avec son conseiller.

Tout contact éventuel avec cette partie se fera par l'entremise du président du tribunal arbitral ou avec son accord exprès.

Art. 68. Pendant le déroulement de la procédure, l'arbitre ou le conciliateur fait montre en toutes circonstances de la plus grande impartialité. Il s'abstient de tout comportement ou de toute manifestation pouvant laisser penser à une partie que son avis est déjà établi.

Art. 69. Sauf accord, portant des dispositions autres, conclu entre les parties, il est interdit au conciliateur ou à l'arbitre de remplir la fonction d'arbitre, de représentant ou de conseiller d'une partie dans une procédure judiciaire, une procédure arbitrale ou une procédure devant la Chambre d'appel relative au même différend dans lequel il est intervenu comme conciliateur ou arbitre.

Les parties s'abstiendront de citer le conciliateur ou l'arbitre comme témoin dans une procédure d'arbitrage, une procédure judiciaire ou une procédure devant la Chambre d'appel au même différend dans lequel il est intervenu comme conciliateur ou arbitre.

Art. 70. Sous réserve des dispositions de l'article 57, la conciliation et l'arbitrage ont un caractère confidentiel que toute personne y participant à un titre quelconque est tenue de respecter.

En aucun cas, il ne peut être fait état, dans une procédure arbitrale, dans une procédure judiciaire ou dans une procédure devant la Chambre d'appel relative au même différend, de ce qui a été fait, dit ou écrit dans le cadre d'une procédure de conciliation qui n'a pas abouti.

Art. 71. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 72. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 décembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 625

[2004/200359]

11. DEZEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Regelung der Schlichtungs- und Schiedsstelle der "Commission wallonne pour l'énergie" (Wallonische Kommission für Energie)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Artikels 48, Absatz 2;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 26, § 2, Absatz 2 und 36, § 1;

Aufgrund des am 10. Februar 2003 vorgebrachten Vorschlags CD-3b10-CWaPE-010 der "Commission wallonne pour l'énergie";

Aufgrund des am 26. März 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. September 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 13. Oktober 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 35.898/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Titel I — Allgemeines**KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich**

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Elektrizitätsdekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° "Gasdekret": das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

3° "Klagepartei": jede natürliche oder juristische Person, die bei der Schlichtungs- und Schiedsstelle ein Schlichtungsverfahren beantragt;

4° "Gegenpartei": jede natürliche oder juristische Person, gegen die die Klagepartei ein Schlichtungsverfahren einleitet;

5° "Kläger": jede natürliche oder juristische Person, die bei der Schlichtungs- und Schiedsstelle ein Schiedsverfahren beantragt;

6° "Beklagter": jede natürliche oder juristische Person, gegen die der Kläger ein Schiedsverfahren einleiten möchte;

7° "Schlichter": jede gemäss Artikel 17 bezeichnete natürliche Person, die mit den Aufgaben, so wie sie in diesem Erlass beschrieben werden, beauftragt ist;

8° "Verwaltungsdirektion": die in Artikel 46, § 1, 3° des Elektrizitätsdekrets erwähnte Direktion der CWaPE;

9° "Verwaltungsratsmitglied": ein Mitglied des Vorstands der CWaPE;

10° "Schlichtungs- und Schiedsstelle": die in Artikel 48 des Elektrizitätsdekrets erwähnte Dienststelle;

11° "Schiedsgericht": das gemäss Artikel 37 bestehende Schiedsgericht;

12° "Schiedsrichter": die gemäss Artikel 37 bezeichnete natürliche Person, die mit den Aufgaben, so wie sie in diesem Erlass beschrieben werden, beauftragt ist;

13° "Sekretariat": das Sekretariat der Schlichtungs- und Schiedsstelle;

14° "Berichterstatterkorps": der in Artikel 9 erwähnte Korps;

15° "Berichterstatter": das gemäss Artikel 11 bezeichnete Mitglied des Berichterstatterkorps;

16° "Berufungskammer": das in Artikel 49 des Elektrizitätsdekrets erwähnte Organ;

17° "Sachverständigenliste": die gemäss Artikel 19 des vorliegenden Erlasses aufgestellte Liste der Sachverständigen, die sich als Schlichter oder Schiedsrichter einschalten können;

18° "Elektrizitätsunternehmen": jeder in Artikel 2 des Elektrizitätsdekrets erwähnte Netzbetreiber, Erzeuger, Versorger oder Zwischenhändler;

19° "Gasunternehmen": jeder in Artikel 2 des Gasdekrets erwähnte Netzbetreiber, Erzeuger, Versorger oder Zwischenhändler.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass ist auf die Schlichtungs- und Schiedsverfahren anwendbar, die in Anwendung des Artikels 48 des Elektrizitätsdekrets bei der Schlichtungs- und Schiedsstelle eingereicht werden, unter der Bedingung, dass diese Verfahren eine Angelegenheit betreffen, die unter die Zuständigkeit dieser Dienststelle fällt.

Im Rahmen der Aufgaben, die der CWaPE durch die Artikel 26 und 36 des Gasdekrets anvertraut werden, ist die Schlichtungs- und Schiedsstelle ebenfalls auf die Streitfälle bezüglich des Zugangs zum Gasversorgungsnetz und die in Artikel 2, 25° des Gasdekrets erwähnte technische Regelung ausgerichtet.

Art. 3 - Die für jedes, bei der Schlichtungs- und Schiedsstelle eingereichte Schlichtungs- und Schiedsverfahren geltenden Regeln fallen ausschliesslich unter das belgische Recht.

Art. 4 - Unbeschadet der in dem sechsten Teil des Strafgesetzbuches angegebenen Bestimmungen öffentlicher Art regeln die Parteien in gegenseitigem Einvernehmen im Laufe eines Schiedsverfahrens die Angelegenheiten bezüglich dieses Verfahrens, die nicht ausdrücklich in diesem Erlass geregelt sind. In Ermangelung eines derartigen Einvernehmens werden diese Angelegenheiten durch das Schiedsgericht oder das Verwaltungsratsmitglied, falls das Schiedsgericht noch nicht gebildet wurde, und durch die im sechsten Teil des Strafgesetzbuches angegebenen ergänzungsrechtlichen Bestimmungen geregelt.

Was das Schlichtungsverfahren betrifft, wird der erste Absatz ähnlicherweise angewandt.

KAPITEL II — *Zustellungen und Fristen*

Art. 5 - Die in diesem Erlass erwähnten Zustellungen und Mitteilungen erfolgen durch Aushändigung gegen Quittung, Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung oder über einen Boten. Mit Ausnahme der Einreichung der Schlichtungs- und Schiedsanträge können diese Zustellungen oder Mitteilungen ebenfalls rechtsgültig fernkopiert oder per elektronische Post eingesandt werden, insofern der Empfänger eine Empfangsbestätigung liefert, oder per Einschreiben bei der Post ohne Empfangsbescheinigung erfolgen.

Diese Zustellungen oder Mitteilungen werden an die zuletzt bekannte Anschrift des Empfängers gerichtet. Die Parteien setzen den Schlichter oder den(die) Schiedsrichter, die anderen Parteien und das Sekretariat unverzüglich von jeglicher Adressänderung in Kenntnis.

Art. 6 - Die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Fristen werden in Anwendung der Artikel 52 bis 54 des Strafgesetzbuches berechnet. Ausser bei Beweis des Gegenteils wird der Tag des Eingangs folgendermassen berechnet:

1° die von einem Boten überbrachten, gegen eine Quittung ausgehändigten oder per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung eingesandten Unterlagen gelten als an demjenigen Tag eingegangen, der auf der Quittung angegeben wird;

2° die per einfaches Einschreiben eingesandten Unterlagen gelten als am dritten Werktag eingegangen, der auf den Tag ihrer Einsendung folgt;

3° die Telekopien und elektronischen Mitteilungen gelten als am ersten Werktag eingegangen, der auf den Tag ihrer Einsendung folgt.

Das Datum des Eingangs des Antrags beim Sekretariat gilt als das Datum, an dem das Schieds- oder Schlichtungsverfahren eingereicht wurde.

Art. 7 - Auf Antrag einer der Parteien kann das Verwaltungsratsmitglied beschliessen, die in den Artikeln 30, 37 und 43 festgelegten Fristen vor ihrem Fälligkeitsdatum zu verlängern oder zu verkürzen.

Auf Antrag des Schiedsgerichts kann das Verwaltungsratsmitglied die in den Artikeln 48 und 52 festgelegten Fristen vor deren Fälligkeitsdatum verlängern. Das Verwaltungsratsmitglied kann beschliessen, diese Fristen vor deren Fälligkeitsdatum zu verkürzen, und zwar auf Antrag der Parteien und nach Anhörung in dieser Angelegenheit des Schiedsgerichts und, mit Ausnahme der Anwendung des Artikels 10, § 1, Absatz 1, des Berichterstatters.

Jeder Antrag und jeder Beschluss zur Verlängerung oder Verkürzung einer Frist muss gebührend begründet sein.

KAPITEL III — *Sekretariat*

Art. 8 - § 1 - Das Sekretariat setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

1° dem Verwaltungsratsmitglied, der dessen Führung übernimmt;

2° einem oder mehreren, eigens zu diesem Zweck bezeichneten Personalmitgliedern der CWaPE.

§ 2 - Das Sekretariat hat zur Aufgabe, die administrative Unterstützung des Schlichtungs- und Schiedsverfahrens zu gewährleisten.

Das Sekretariat ist dem Verwaltungsratsmitglied behilflich, insbesondere in der Vorbereitung der Beschlüsse, die das Verwaltungsratsmitglied in Anwendung des vorliegenden Erlasses zu treffen hat. Das Verwaltungsratsmitglied begründet diese Beschlüsse.

KAPITEL IV — *Berichterstatterkorps*

Art. 9 - § 1 - Die Schlichtungs- und Schiedsstelle verfügt über ein Berichterstatterkorps.

§ 2 - Die Mitglieder des Berichterstatterkorps werden unter den Mitgliedern der CWaPE ausgewählt.

§ 3 - Die Berichterstatter dürfen keine andere bezahlte oder unentgeltliche Funktion oder Tätigkeit im Dienste eines Elektrizitäts- oder Gasunternehmens ausüben.

Das in dem ersten Absatz bestimmte Verbot bleibt im Laufe eines Zeitraums von sechs Monaten ab der Beendigung des Arbeitsvertrags des Berichterstatters anwendbar. In Anbetracht dieses Verbots kann in dem Arbeitsvertrag die Auszahlung einer Ausgleichszulage vorgesehen werden, die jedoch die Hälfte der Bruttoentlohnung des Berichterstatters für die sechs Monate, die der Beendigung seines Arbeitsvertrags vorhergehen, nicht überschreiten darf.

Die Berichterstatter dürfen weder von Elektrizitäts- oder Gasunternehmen ausgegebene Aktien oder andere mit Aktien vergleichbare Wertpapiere besitzen, noch über Finanzinstrumente verfügen, durch die derartige Aktien oder Wertpapiere erworben oder abgetreten werden können oder die hauptsächlich je nach der Wertentwicklung derartiger Aktien oder Wertpapiere zu einer Bargeldauszahlung führen.

§ 4 - Die Berichterstatter verhalten sich in jeder Situation unparteiisch und unabhängig. Sie dürfen jeglichen Befehl bezüglich der Bearbeitung der bei der Schlichtungs- und Schiedsstelle eingereichten Streitfälle weder ersuchen, noch annehmen.

Art. 10 - § 1 - Die Berichterstatter haben zur Aufgabe, in jedem Schlichtungsverfahren, für das der Schlichter einen schriftlichen Antrag in diesem Sinne an das Sekretariat richtet, einen schriftlichen und begründeten Bericht zu erstellen.

Sie sind ebenfalls beauftragt, einen schriftlichen und begründeten Bericht in jedem Schiedsverfahren zu erstellen, ausser wenn das Schiedsgericht auf gemeinsamen Antrag der Parteien und spätestens bei der Ausstellung der in Artikel 48 erwähnten Auftragsakte beschliesst, darauf zu verzichten. Gegebenenfalls übermittelt das Schiedsgericht dem Sekretariat innerhalb der in Artikel 48, § 2 erwähnten Frist seinen Beschluss unter Beifügung der Auftragsurkunde.

§ 2 - In dem in § 1 erwähnten Bericht überprüft der Berichterstatter in tatsächlicher und rechtlicher Beziehung alle durch das Schlichtungs- oder Schiedsverfahren aufgeworfenen Rechtsfragen. Er überprüft insbesondere die Zulässigkeit des Streitfalls und die Rechtmässigkeit der im Schiedsverfahren vorgebrachten Beschwerden.

Zu diesem Zweck kann der Berichterstatter bei der CWaPE und den Parteien alle nützlichen Angaben und Unterlagen anfordern.

Der Bericht ist für den Schlichter oder das Schiedsgericht nicht rechtsverbindlich.

§ 3 - Der Berichterstatter datiert und unterzeichnet seinen Bericht.

Im Rahmen eines Schlichtungsverfahrens richtet er den Bericht innerhalb einer von dem Schlichter bestimmten vernünftigen Frist an den Schlichter und die Parteien.

Im Rahmen eines Schiedsverfahrens richtet er den Bericht innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem letzten, in diesem Schiedsverfahren tatsächlich durchgeführten Verfahrensabschnitt an das Schiedsgericht und die Parteien.

Wenn von Amts wegen oder auf Antrag einer der Parteien der Schlichter oder das Schiedsgericht begutachtet, dass der Bericht neue Elemente enthält, die eine Wiederaufnahme der Verhandlungen rechtfertigen, setzt er(es) die Parteien unverzüglich davon in Kenntnis. In einem derartigen Fall fordert das Schiedsgericht die Parteien auf, ihre Rechtsbehörden in Bezug auf diese neuen Elemente innerhalb einer von ihm bestimmten vernünftigen Frist vorzulegen.

Art. 11 - § 1 - Die CWaPE übermittelt jährlich eine Liste der Berichterstatter.

§ 2 - Für jeden Bericht bezeichnet das Verwaltungsratsmitglied den Berichterstatter, und zwar unter Berücksichtigung der mit der internen Arbeitsweise der CWaPE verbundenen Anforderungen.

Titel II — Schlichtungsverfahren

KAPITEL I — Schlichtungsantrag

Art. 12 - Die Partei, die bei der Schlichtungs- und Schiedsstelle ein Schlichtungsverfahren einzureichen wünscht, richtet zu diesem Zweck einen Antrag in drei Exemplaren an das Sekretariat.

Der Antrag beinhaltet folgende Elemente:

- 1° eine Darlegung der Stellungnahme der Klagepartei;
- 2° für die natürlichen Personen: Name, Vorname, Eigenschaft und Anschrift; für die juristischen Personen: Gesellschaftsname und Gesellschaftssitz; für die natürlichen und juristischen Personen: die Telefon- und Faxnummer, sowie die E-Mail-Adresse der Klagepartei(en) und gegebenenfalls der Gegenpartei;
- 3° eine Beschreibung der Art des Streitfalls und der Umstände, aus denen der Streitgegenstand herrührt;
- 4° den Nachweis, dass dieser Streitfall in den Anwendungsbereich dieses Erlasses fällt;
- 5° den genauen Betrag der in Artikel 26 erwähnten festen Gebühr für das Anlegen der Akte;
- 6° alle Unterlagen, die die Klagepartei für erforderlich erachtet.

Das Schlichtungsverfahren kann nicht stattfinden, wenn der Antrag offensichtlich keine Angabe enthält, durch die nachgewiesen wird, dass der Streitfall in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fällt.

Innerhalb von sieben Kalendertagen ab dem Erhalt des Antrags und der in Absatz 2 erwähnten Elemente lässt das Sekretariat der Klagepartei eine Empfangsbestätigung ihres Antrags zukommen oder übermittelt ihr im Falle der Anwendung des Absatzes 3 den begründeten Beschluss des Direktors.

KAPITEL II — Zustellung an die Gegenpartei

Art. 13 - Unter Vorbehalt der Anwendung des Artikels 12, Absatz 3 setzt das Sekretariat die Gegenpartei von dem Schlichtungsantrag innerhalb der in Artikel 12, Absatz 4 erwähnten Frist in Kenntnis und übergibt ihr ein Original der Klageschrift der Klagepartei.

Die Gegenpartei verfügt über eine Frist von fünfzehn Kalendertagen ab dem Erhalt der Zustellung, um die Teilnahme an dem Schlichtungsverfahren anzunehmen oder abzulehnen.

Art. 14 - Wenn die Gegenpartei nicht innerhalb von der in Artikel 13, Absatz 2 erwähnten Frist auf den Antrag antwortet oder die Teilnahme an dem Schlichtungsverfahren ablehnt, wird dem Schlichtungsantrag keinerlei Folge geleistet. Das Sekretariat setzt die Klagepartei unverzüglich von dieser Ablehnung oder von dieser fehlenden Beantwortung in Kenntnis.

Art. 15 - Der Schlichtungsantrag der Klagepartei und gegebenenfalls die Zustimmung der Gegenpartei zum Schlichtungsverfahren setzen voraus, dass sich beide Parteien an die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Verfahrensregeln halten und an diese gebunden sind.

Art. 16 - Wenn beide Parteien gemeinsam einen Schlichtungsantrag an die Schlichtungs- und Schiedsstelle richten, sind die Artikel 13 und 14 nicht anzuwenden.

KAPITEL III — Ablauf des Schlichtungsverfahrens

Art. 17 - Wenn die Gegenpartei innerhalb der in Artikel 13, Absatz 2 erwähnten Frist das Schlichtungsverfahren annimmt, setzt das Sekretariat die Klagepartei unverzüglich davon in Kenntnis und übermittelt beiden Parteien die Sachverständigenliste, in der die Parteien gemeinsam einen Schlichter auswählen können, ohne dass sich ihre Auswahlmöglichkeit auf diese Liste beschränkt. Im Falle der Anwendung des Artikels 16 wird die vorerwähnte Liste der in Artikel 12, Absatz 4 erwähnten Empfangsbestätigung beigelegt.

Innerhalb einer Frist von fünfzehn Kalendertagen ab dem Erhalt der vorerwähnten Sachverständigenliste bezeichnen die Parteien gemeinsam einen Schlichter.

Wenn die Parteien zu keiner Einigung kommen oder es unterlassen, innerhalb der in Absatz 2 erwähnten Frist einen Schlichter zu bezeichnen, bezeichnet das Verwaltungsratsmitglied unter Berücksichtigung der Bemerkungen der Parteien einen Schlichter aus der vorerwähnten Sachverständigenliste, nachdem es die für diese Art von Streitfällen zuständigen Sachverständigen aufgefordert hat, für diese Art von Streitfällen ein Angebot abzugeben. Der Schlichter wird auf der Grundlage seiner Erfahrung in Bezug auf den betreffenden Streitfall ausgewählt.

Das Sekretariat fordert den ausgewählten Schlichter auf, die Schlichtungsaufgabe innerhalb einer Frist von fünf Kalendertagen anzunehmen. Der Schlichter bestätigt schriftlich seine Mitarbeit. Gegebenenfalls setzt das Sekretariat die Parteien unverzüglich von der Annahme der Aufgabe durch den Schlichter in Kenntnis.

Wenn der ausgewählte Schlichter die Aufgabe ablehnt, nicht innerhalb der in Absatz 4 erwähnten Frist auf die Aufforderung antwortet, verstirbt oder in rechtlicher oder tatsächlicher Beziehung verhindert ist, seine Aufgabe zu erfüllen, bezeichnet das Verwaltungsratsmitglied einen anderen Schlichter aus der vorerwähnten Sachverständigenliste, und zwar auf die gleiche Weise als diejenige, die in Absatz 3 festgelegt wird. Es kann auf die gleiche Art und Weise für die Ersetzung eines Schlichters gesorgt werden, wenn das Verwaltungsmitglied feststellt, dass dieser seine Aufgabe nicht gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses oder innerhalb der ihm eingeräumten Frist durchführt. Gegebenenfalls werden der Schlichter und die Parteien vorher aufgefordert, ihre Bemerkungen dem Sekretariat innerhalb der ihnen von dem Letzteren eingeräumten Pflicht schriftlich zu übermitteln.

Die in Absatz 1 erwähnte Sachverständigenliste wird von dem Minister auf Vorschlag der CWaPE nach Aufruf an die Öffentlichkeit zur Einreichung von Bewerbungen festgelegt. In der Liste werden die Erfahrung der Sachverständigen, der Betrag ihrer Honorare sowie gegebenenfalls die Art der bereits bearbeiteten Streitfälle angegeben. Die Sachverständigenliste wird alle 3 Jahre angepasst.

Art. 18 - Nachdem das Sekretariat festgestellt hat, dass der in Artikel 27 erwähnte Kostenvorschuss unter Einhaltung der auferlegten Zahlungsmodalitäten gezahlt wurde, setzt es den Schlichter unverzüglich davon in Kenntnis. Anschliessend untersucht der Schlichter die Streitsache so schnell wie möglich und durch alle erforderlichen Mittel.

Wenn der Schlichter von einer Partei einschlägige Informationen erhält, ist er verpflichtet, sie der anderen Partei mitzuteilen, ausser wenn diese Informationen dem Schlichter unter dem Vorbehalt geliefert wurden, dass sie streng vertraulich behandelt werden müssen und dass Letzterer der Ansicht ist, dass dies effektiv der Fall ist.

Er unterbreitet den Parteien einen oder mehrere Schlichtungsvorschläge. Nach Absprache mit den Parteien räumt er diesen eine Frist ein, um ihre Bemerkungen vorzubringen oder den Vorschlag anzunehmen.

Art. 19 - Die Parteien bestimmen in gegenseitigem Einvernehmen den Ort, an dem das Schlichtungsverfahren stattfindet. Dieser befindet sich in der Wallonischen Region.

KAPITEL IV — Abschluss des Schlichtungsverfahrens

Art. 20 - Wenn der Schlichtungsversuch scheitert, nimmt der Schlichter ein Abschlussprotokoll auf in derselben Anzahl Exemplare wie Parteien vorhanden sind:

1° wenn der Schlichtungsversuch scheitert,

2° wenn eine oder alle Parteien das Schlichtungsverfahren unterbrechen;

3° wenn ein Schiedsverfahren, ein Gerichtsverfahren oder ein Verfahren vor der Berufungskammer eingeleitet wird.

Art. 21 - Wenn die Parteien einen in Artikel 18, letzter Absatz erwähnten Schlichtungsvorschlag annehmen, nimmt der Schlichter ein Schlichtungsprotokoll auf in derselben Anzahl Exemplare wie Parteien vorhanden sind und unterzeichnet mit den Parteien ein jedes der Exemplare. In dem Schlichtungsprotokoll wird der Schlichtungsvorschlag angeführt, auf den sich die Parteien gegenseitig geeinigt haben. Die Parteien sind endgültig durch diese Einigung, die mit einem Vergleich gemäss den Artikeln 2044 ff. des Zivilgesetzbuches gleichgestellt sind, gebunden.

Art. 22 - Die Parteien können dem Schlichtungsversuch entweder einseitig oder in gegenseitigem Einvernehmen jederzeit ein Ende setzen.

Art. 23 - Wenn im Laufe des Schlichtungsverfahrens eine der Parteien einseitig oder alle Parteien gemeinsam entscheiden, ein Schiedsverfahren, ein Gerichtsverfahren oder ein Verfahren vor der Berufungskammer für denselben Streitfall einzuleiten, nimmt das Schlichtungsverfahren unverzüglich ein Ende.

Art. 24 - Der Schlichter übermittelt dem Sekretariat unverzüglich das in den Artikeln 20 und 21 erwähnte Protokoll.

Nach Erhalt dieser Abschrift zahlt das Sekretariat unter Berücksichtigung des bereits eingezahlten Kostenvorschusses und der festen Gebühr für das Anlegen der Akte die Schlichtungskosten aus. Wenn der vorher eingezahlte Kostenvorschuss nicht die Gesamtheit dieser Schlichtungskosten deckt, setzt das Sekretariat die Parteien schriftlich von dem zusätzlich zu zahlenden Betrag, sowie von den Zahlungsmodalitäten in Kenntnis.

KAPITEL V — Schlichtungskosten

Art. 25 - Die Schlichtungskosten umfassen einerseits die Honorare des Schlichters und andererseits die Verwaltungskosten, einschliesslich der Kosten für die Abfassung eines Berichts durch das Berichterstattekorps. Der Betrag der Verwaltungskosten deckt die anfallenden Kosten, die das Sekretariat ausgelegt hat.

Das Sekretariat bestimmt den Betrag der Schlichtungskosten.

Die Schlichtungskosten sind von den Parteien zu gleichen Teilen zu zahlen, es sei denn, es wurde etwas anderes vereinbart.

Die Parteien sind gesamtschuldnerisch und für die Gesamtheit der Schlichtungskosten, so wie diese vom Sekretariat bestimmt wurden, zu deren Zahlung verpflichtet.

Art. 26 - Die Klagepartei muss der CWaPE bei der Einreichung ihres Schlichtungsantrags eine feste Gebühr für das Anlegen der Akte zahlen. Diese feste Gebühr ist nicht rückerstattbar.

Im Falle einer Anwendung des Artikels 16 ist die Gebühr von beiden Parteien zu gleichen Teilen zu zahlen, ausser wenn sie sich auf eine andere Aufteilung geeinigt haben.

Art. 27 - Im Hinblick auf die Deckung der Schlichtungskosten legt das Sekretariat einen Kostenvorschuss für die Schlichtungskosten fest, der vor der Eröffnung des Verfahrens bei der CWaPE einzuzahlen ist. Das Sekretariat setzt beide Parteien von dem Betrag des Kostenvorschusses und den Zahlungsmodalitäten in Kenntnis.

Das Sekretariat kann im Laufe des Verfahrens den Betrag des Kostenvorschusses anpassen, wenn sich aus den Umständen der Streitsache ergibt, dass der Streitfall von grösserem Ausmass ist als ursprünglich erwartet.

Der Kostenvorschuss ist von den Parteien zu gleichen Teilen zu zahlen, ausser wenn sie sich auf eine andere Aufteilung geeinigt haben.

Art. 28 - Die zusätzlichen Kosten umfassen die anderen im Rahmen des Schlichtungsverfahrens ausgelegten Kosten, als diejenigen, die in Artikel 25, Absatz 1 angegeben werden. Sie umfassen insbesondere die Honorare der Sachverständigen, der Übersetzer und Dolmetscher. Im Hinblick auf die Deckung der zusätzlichen Kosten setzt das Sekretariat getrennte Kostenvorschüsse fest, die die Parteien unverzüglich bei der CWaPE einzuzahlen haben.

Die zusätzlichen Kosten sind von den Parteien zu gleichen Teilen zu zahlen, ausser wenn sie sich auf eine andere Aufteilung geeinigt haben.

Titel III — Schiedsweg

KAPITEL I — Einreichung des Schiedsverfahrens

Abschnitt 1 — Schiedsantrag

Art. 29 - Die Partei, die auf den von der Schlichtungs- und Schiedsstelle organisierten Schiedsweg zurückzugreifen wünscht, richtet einen Schiedsantrag an das Sekretariat, der mindestens folgende Angaben enthält:

1° für die natürlichen Personen: Name, Vorname, Eigenschaft und Anschrift; für die juristischen Personen: Gesellschaftsname und Gesellschaftssitz; für die natürlichen und juristischen Personen: die Telefon- und Faxnummer, sowie die E-Mail-Adresse der Parteien und gegebenenfalls die Personalien ihrer Berater;

2° eine Darlegung der Art und der Umstände des Streitfalls, der die Ursache des Antrags darstellt;

3° den Gegenstand des Antrags, eine Zusammenfassung der herangezogenen Mittel und im Rahmen des Möglichen eine Veranschlagung der geforderten Beträge oder des finanziellen Gegenwerts der ersuchten Dienstleistung;

4° den Text der Schiedsvereinbarung, auf den sich der Kläger stützt; unter Schiedsvereinbarung ist eine getrennte Schiedsvereinbarung oder Schiedsklausel in den allgemeinen Bedingungen eines Vertrags oder in einem Vertrag zu verstehen;

5° wenn die Schiedsvereinbarung die Bezeichnung eines oder mehrerer Schiedsrichter pro Partei vorsieht, den Namen des oder der Schiedsrichter, die der Kläger bezeichnet; mangels dessen alle erforderlichen Auskünfte, anhand deren die Anzahl der Schiedsrichter festgelegt werden und deren Auswahl gemäss den Bestimmungen des Artikels 37 erfolgen kann; Die Einreichung des Schiedsantrags erfolgt unter Beifügung einer inventarisierten Akte der Schriftstücke, die insbesondere die Abschrift der abgeschlossenen Vereinbarungen, einschliesslich derjenigen der Schiedsvereinbarung, die zwischen den Parteien ausgetauschten Schreiben und jegliche anderen Schriftstücke enthält. Diesem Antrag wird ebenfalls der Zahlungsbeleg der in Artikel 59 erwähnten festen Gebühr beifügt.

Der Antrag und die Akte werden dem Sekretariat in drei oder fünf datierten und unterzeichneten Exemplaren übermittelt, je nachdem ob der Kläger der Ansicht ist, dass ein einziger oder drei Schiedsrichter zu bezeichnen sind.

Das Sekretariat teilt dem Beklagten mit, dass ihm entgegen ein Schiedsantrag eingereicht wurde und übermittelt ihm ein Exemplar des Antrags, sowie der inventarisierten Akte, in der alle Schriftstücke enthalten sind. Das Sekretariat übermittelt ihm ebenfalls die Sachverständigenliste.

Abschnitt 2 — Beantwortung des Schiedsantrags und Widerklage

Art. 30 - § 1 - Der Beklagte richtet innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Erhalt der Zustellung des Schiedsantrags seine Antwort auf den Antrag an das Sekretariat. Der Beklagte gibt Folgendes in seiner Antwort an:

1° seine Stellungnahme bezüglich der Art und der Umstände des Streitfalls, der die Ursache des Antrags darstellt;

2° seine Stellungnahme bezüglich der Anzahl und der Auswahl der Schiedsrichter, eventuell unter Angabe des Namens des von ihm bezeichneten Schiedsrichters.

Die in Absatz 1 erwähnte Antwort, der eine inventarisierte Akte mit sämtlichen Schriftstücken beifügt wird, wird dem Sekretariat in drei oder fünf Exemplaren übermittelt, je nachdem ob der Beklagte der Ansicht ist, dass ein einziger oder drei Schiedsrichter zu bezeichnen sind.

Das Sekretariat übermittelt dem Kläger ein Exemplar der Antwort und der inventarisierten Akte der Schriftstücke.

§ 2. Der Beklagte kann bereits eine Widerklage mit der in § 1 erwähnten Antwort formulieren. Die Widerklage erläutert die Art und die Umstände des Streitfalls, der die Ursache des Antrags darstellt, und enthält zumindest eine Angabe über den Gegenstand der Widerklage und im Rahmen des Möglichen eine Veranschlagung der geforderten Beträge oder den finanziellen Gegenwert der ersuchten Dienstleistung. Das Sekretariat übermittelt dem Kläger die Widerklage.

Art. 31 - Wenn der Beklagte nicht innerhalb der in Artikel 30, § 1 erwähnten Frist antwortet oder er die Zuständigkeit der Schlichtungs- und Schiedsstelle anfecht und das Verwaltungsratsmitglied feststellt, dass keine Schiedsvereinbarung besteht, die beide Parteien bindet, kann das Schiedsverfahren nicht stattfinden.

Wenn der Beklagte es unterlässt, innerhalb der vorgeschriebenen Frist zu antworten, das Verwaltungsmitglied jedoch erachtet, dass eine Schiedsvereinbarung besteht, die die Parteien bindet, setzt das Sekretariat dennoch das Schiedsgericht unter Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zusammen. Das Ausbleiben einer Antwort seitens des Beklagten stellt einen Verzicht auf das Recht dar, einen Schiedsrichter zu bezeichnen. Dem Beklagten bleibt jedoch weiterhin die Möglichkeit, im Laufe des späteren Verlaufs des Schiedsverfahrens die Zuständigkeit des Gerichts und die Rechtmässigkeit des Antrags des Klägers anzufechten.

Abschnitt 3 — Wirkungen der Schiedsvereinbarung

Art. 32 - Wenn die Parteien vereinbaren, auf den von der Schlichtungs- und Schiedsstelle organisierten Schiedsweg zurückzugreifen, sind sie verpflichtet, sich dem vorliegenden Erlass zu unterwerfen und können nicht von irgendeiner seiner Bestimmungen abweichen oder die Anwendung einer oder mehrerer Bestimmungen ausschliessen, ausser wenn der vorliegende Erlass es ihnen ausdrücklich erlaubt.

Wenn trotz des Vorhandenseins dieser Schiedsvereinbarung eine der Parteien es ablehnt oder unterlässt, an dem Schiedsverfahren teilzunehmen, findet dieses dennoch statt.

Art. 33 - Unter Vorbehalt der Bestimmungen des Artikels 31, Absatz 1 befindet das Schiedsgericht über seine eigene Zuständigkeit, wenn eine der Parteien eine oder mehrere Einreden bezüglich des Bestehens, der Gültigkeit oder des Anwendungsbereichs der Schiedsvereinbarung geltend macht.

Art. 34 - Die Feststellung der Nichtigkeit des Vertrags zieht nicht von Rechts wegen die Nichtigkeit der in ihm enthaltenen Schiedsvereinbarung nach sich.

Abschnitt 4 — Unterlagen

Art. 35 - Eine Abschrift aller Anträge, Beantwortungen und zwischen den Parteien untereinander und zwischen den Parteien und dem Schiedsgericht im Rahmen eines Schiedsverfahrens ausgetauschten schriftlichen Mitteilungen, sowie aller Anlagen muss allen anderen Parteien, dem Sekretariat und dem Berichterstatter übermittelt werden. Dem Berichterstatter wird keine Abschrift dieser Unterlagen übermittelt, wenn das Schiedsgericht in Anwendung des Artikels 10, § 1, Absatz 2 beschliesst, auf einen Bericht zu verzichten.

KAPITEL II — *Schiedsgericht**Abschnitt 1 — Auswahl der Schiedsrichter*

Art. 36 - Das Schiedsgericht setzt sich aus drei Schiedsrichtern zusammen, ausser wenn:

1° in der Schiedsvereinbarung bestimmt wird, dass sich das Schiedsgericht lediglich aus einem einzigen Schiedsrichter zusammensetzt und das Schiedsverfahren nicht mehr als zwei Parteien zählt;

2° das Verwaltungsratsmitglied auf Antrag einer der Parteien und nach Anhörung aller Parteien beschliesst, dass sich das Schiedsgericht lediglich aus einem einzigen Schiedsrichter zusammensetzt, wenn der Streitfall wenige Schwierigkeiten aufweist oder finanziell von beschränktem Umfang ist.

Art. 37 - § 1 - Wenn die Schiedsvereinbarung ein sich aus lediglich einem Schiedsrichter zusammensetzendes Schiedsgericht vorsieht und das Schiedsverfahren nicht mehr als zwei Parteien zählt, bezeichnen die Parteien den Schiedsrichter in gegenseitigem Einvernehmen. In Ermangelung eines Einvernehmens zwischen den Parteien innerhalb einer Frist von einem Monat nach der Zustellung des Schiedsantrags an den Beklagten oder falls der bezeichnete Schiedsrichter von dem Verwaltungsratsmitglied nicht angenommen wird, ernennt das Verwaltungsratsmitglied von Amts wegen einen Schiedsrichter aus der Sachverständigenliste.

§ 2 - Wenn die Schiedsvereinbarung ein sich aus drei Schiedsrichtern zusammensetzendes Schiedsgericht vorsieht und das Schiedsverfahren nicht mehr als zwei Parteien zählt, bezeichnen der Kläger in seinem Schiedsantrag und der Beklagte in seiner Antwort auf diesen Antrag jeder einen Schiedsrichter. In Ermangelung einer Bezeichnung eines der beiden Schiedsrichter gemäss den Bestimmungen des ersten Absatzes oder falls einer der beiden bezeichneten Schiedsrichter von dem Verwaltungsratsmitglied nicht angenommen wird, ernennt das Verwaltungsratsmitglied von Amts wegen einen oder zwei Schiedsrichter aus der Sachverständigenliste, und zwar auf der Grundlage der Erfahrung dieser Sachverständigen für diese Art von Streitfällen und nachdem es die zuständigen Sachverständigen aufgefordert hat, ein Angebot abzugeben.

Innerhalb einer Frist von vierzehn Kalendertagen, nachdem der letzte Schiedsrichter seine Aufgabe angenommen hat, ernennen die beiden bezeichneten Schiedsrichter in gegenseitigem Einvernehmen einen dritten Schiedsrichter. In Ermangelung eines Einvernehmens zwischen den beiden bezeichneten Schiedsrichtern ernennt das Verwaltungsratsmitglied von Amts wegen einen dritten Schiedsrichter aus der Sachverständigenliste, und zwar auf der Grundlage der Erfahrung dieser Sachverständigen für diese Art von Streitfällen und nachdem es die zuständigen Sachverständigen aufgefordert hat, ein Angebot abzugeben. Der dritte Schiedsrichter übernimmt von Amts wegen den Vorsitz des Schiedsgerichts.

§ 3 - Wenn das Schiedsverfahren mehr als zwei Parteien zählt, bezeichnen die Parteien in gegenseitigem Einvernehmen zwei Schiedsrichter. In Ermangelung eines Einvernehmens zwischen den Parteien innerhalb einer Frist von einem Monat, der auf die Feststellung durch das Sekretariat folgt, dass das Schiedsverfahren mehr als zwei Parteien zählt oder falls einer der beiden bezeichneten Schiedsrichter von dem Verwaltungsratsmitglied nicht angenommen wird, ernennt das Verwaltungsratsmitglied von Amts wegen einen, gegebenenfalls zwei Schiedsrichter aus der Sachverständigenliste, und zwar auf der Grundlage der Erfahrung dieser Sachverständigen für diese Art von Streitfällen und nachdem es die für diese Art von Streitfällen zuständigen Sachverständigen aufgefordert hat, ein Angebot abzugeben.

Innerhalb einer Frist von vierzehn Kalendertagen, nachdem der letzte Schiedsrichter seine Aufgabe angenommen hat, ernennen die beiden bezeichneten Schiedsrichter in gegenseitigem Einvernehmen einen dritten Schiedsrichter. In Ermangelung eines Einvernehmens zwischen den beiden bezeichneten Schiedsrichtern ernennt das Verwaltungsratsmitglied von Amts wegen einen dritten Schiedsrichter aus der Sachverständigenliste, und zwar auf der Grundlage der Erfahrung dieser Sachverständigen für diese Art von Streitfällen und nachdem es die zuständigen Sachverständigen aufgefordert hat, ein Angebot abzugeben. Der dritte Schiedsrichter übernimmt von Amts wegen den Vorsitz des Schiedsgerichts.

§ 4 - Die Zusammensetzung des Schiedsgerichts wird im Falle der Einschaltung einer oder mehrerer betroffenen Drittpersonen oder im Falle einer in Artikel 44 erwähnten Verbindung gemäss § 3 durchgeführt oder geändert.

Art. 38 - Die Liste der Sachverständigen - "Schiedsrichter" wird auf Vorschlag der CWaPE nach Aufruf an die Öffentlichkeit zur Einreichung von Bewerbungen von dem Minister bestimmt. In der Liste werden die Erfahrung der Sachverständigen, der Betrag ihrer Honorare, sowie gegebenenfalls die Art der bereits bearbeiteten Streitfälle angegeben. Die Sachverständigenliste wird alle drei Jahre angepasst.

Das Sekretariat stellt den Parteien die Sachverständigenliste zur Verfügung. Bei der Auswahl eines Schiedsrichters sind die Parteien nicht verpflichtet, einen Sachverständigen aus der Liste zu bezeichnen.

Der Schiedsrichter wird auf der Grundlage seiner einschlägigen Kompetenz bezüglich des besonderen Streitfalls bezeichnet.

Art. 39 - Wenn ein Schiedsrichter verstirbt, in rechtlicher oder tatsächlicher Beziehung verhindert ist, seine Aufgabe zu erfüllen, oder wenn in gegenseitigem Einvernehmen zwischen den Parteien seiner Aufgabe ein Ende gesetzt wird, wird für seine Ersetzung gemäss den zu seiner Bezeichnung oder seiner Ernennung anwendbaren Regeln gesorgt.

Es kann auf die gleiche Weise für die Ersetzung eines Schiedsrichters gesorgt werden, wenn das Verwaltungsratsmitglied feststellt, dass der Schiedsrichter seine Aufgabe nicht gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses oder innerhalb der eingeräumten Frist erfüllt. Falls dies zutrifft, werden das Schiedsgericht und die Parteien vorher aufgefordert, dem Sekretariat innerhalb der von dem Letzteren eingeräumten Frist ihre Bemerkungen schriftlich zu übermitteln.

Die Ersetzung eines Schiedsrichters beeinträchtigt nicht der Gültigkeit der Schiedsvereinbarung, auch wenn diese den besagten Schiedsrichter namentlich bezeichnet.

Art. 40 - Das Sekretariat fordert die Schiedsrichter auf, ihre Aufgabe innerhalb einer Frist von sieben Kalendertagen, die auf deren Bezeichnung folgt, schriftlich anzunehmen. Es setzt die Parteien unverzüglich von dieser Annahme, sowie von den Personalien der Schiedsrichter und dem Namen des Vorsitzenden des Schiedsgerichts in Kenntnis. Unter Vorbehalt der Bestimmungen der Artikel 39 und 43 kann die Bezeichnung eines Schiedsrichters nach dieser Mitteilung nicht mehr widerrufen werden.

Art. 41 - Das Verwaltungsratsmitglied regelt alle Schwierigkeiten hinsichtlich der Bezeichnung der Schiedsrichter. Auf der Grundlage von deren Erfahrung und nachdem das Verwaltungsratsmitglied die für diese Art von Streitfällen zuständigen Sachverständigen aufgefordert hat, ein Angebot abzugeben, kann es insbesondere:

1° im Falle der Nachlässigkeit seitens einer der Parteien einen Schiedsrichter von Amts wegen bezeichnen;

2° zusätzlich einen dritten Schiedsrichter bezeichnen, wenn eine gerade Anzahl von Schiedsrichtern bezeichnet werden könnte.

Art. 42 - Das gemäss den vorerwähnten Regeln gebildete Schiedsgericht wird lediglich nach Zahlung des in Artikel 60 erwähnten Kostenvorschusses eingesetzt.

Abschnitt 2 — Ablehnung der Schiedsrichter

Art. 43 - Die Partei, die einen Schiedsrichter abzulehnen wünscht, muss einen begründeten Ablehnungsantrag beim Sekretariat einreichen. Unter Gefahr der Rechtsverwirkung muss der Antrag entweder innerhalb von vierzehn Kalendertagen, die auf den Eingang der Zustellung der Bezeichnung des Schiedsrichters bei dieser Partei folgen, oder innerhalb von vierzehn Kalendertagen, die auf das Datum folgen, an dem die Partei Kenntnis von dem Ablehnungsgrund genommen hat, wenn dieses Datum auf den Eingang der oben erwähnten Zustellung folgt, schriftlich vorgelegt werden.

Es besteht Grund zur Ablehnung im Falle von Umständen, die gerechtfertigte Zweifel aufkommen lassen, was die Unparteilichkeit oder Unabhängigkeit des Schiedsrichters betrifft.

Das Sekretariat fordert den von diesem Ablehnungsantrag betroffenen Schiedsrichter, die anderen Schiedsrichter und die anderen Parteien auf, ihm ihre Bemerkungen innerhalb einer von ihm festgelegten vernünftigen Frist schriftlich zu übermitteln. Das Sekretariat übermittelt diese Bemerkungen den Parteien und dem Schiedsgericht.

Das Verwaltungsratsmitglied befindet über die Zulässigkeit und Rechtmässigkeit des Ablehnungsantrags.

Abschnitt 3 — Verbindung der Rechtssachen

Art. 44 - Wenn mehrere, sich auf die Schlichtungs- und Schiedsstelle berufende Schiedsvereinbarungen Anlass zu zusammenhängenden oder unteilbaren Streitfällen geben, kann das Verwaltungsratsmitglied entweder auf Antrag des Schiedsgerichts, oder *in limine litis* auf Antrag mindestens einer der Parteien, die Verbindung anordnen.

Das Verwaltungsratsmitglied fordert die Parteien und die unter Umständen bereits bezeichneten Schiedsrichter auf, ihre Bemerkungen innerhalb einer von ihm bestimmten vernünftigen Frist vorzulegen. Es kann nicht die Verbindung von Streitfällen anordnen, in denen bereits eine gerichtliche Zwischenentscheidung, ein Zulässigkeitsbeschluss oder ein Beschluss über den Klageanspruch abgegeben wurde.

KAPITEL III — *Schiedsverfahren*

Abschnitt 1 — Einreichung der Akte, Schiedssitz und Sprache des Verfahrens

Art. 45 - Sobald das Schiedsgericht gebildet und der gemäss Artikel 60 geforderte Kostenvorschuss eingezahlt wurde, übermittelt das Sekretariat dem Schiedsgericht die Akte.

Art. 46 - Die Parteien bestimmen in gegenseitigem Einvernehmen den Schiedssitz. Dieser muss sich in der Wallonischen Region befinden.

Art. 47 - In Ermangelung eines Einvernehmens zwischen den Parteien wird der Schiedssitz in Namur festgelegt, ausser wenn das Schiedsgericht unter Berücksichtigung aller Umstände des Streitfalls und nach Anhörung der Parteien beschliesst, dass ein anderer Sitz in der Wallonischen Region angemessener ist. Das Schiedsgericht kann an jeglichem anderen Ort beraten, den es für zweckmässig erachtet.

Abschnitt 2 — Auftrag des Schiedsgerichts

Art. 48 - § 1 - Vor Beginn der Untersuchung der Streitsache und innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Übermittlung der Akte gemäss den Bestimmungen des Artikels 45 erstellt das Schiedsgericht eine Auftragsakte in der gleichen Anzahl Exemplare wie es Parteien gibt, zuzüglich eines, in der es seinen Auftrag beschreibt. Diese Auftragsakte wird auf der Grundlage der Schriftstücke der Parteien oder auf der Grundlage von deren Aussagen erstellt, wenn sie bei der Erstellung dieser Akte anwesend sein wünschen, und enthält folgende Angaben:

- 1° Namen, Vornamen, vollständige Bezeichnung und Eigenschaften der Parteien im Prozess;
- 2° die Anschriften der Parteien, an die alle Zustellungen oder Mitteilungen im Laufe des Schiedsverfahrens rechtsgültig gerichtet werden können;
- 3° eine kurze Darlegung des Sachverhalts;
- 4° eine Erläuterung der Anträge der Parteien, einschliesslich der bereits eingereichten Widerklagen;
- 5° die Auseinanderlegung der zu lösenden Streitpunkte, ausser wenn das Schiedsgericht der Ansicht ist, dass eine derartige Auseinanderlegung unangebracht ist;
- 6° Namen, Vornamen und Anschriften der Mitglieder des Schiedsgerichts, sowie deren Eigenschaften in einem Schiedsgericht;
- 7° den Schiedssitz;
- 8° gegebenenfalls die Wahl eines Verfahrens ohne Vorlage eines Berichts des Berichterstatterkorps;
- 9° eine Veranschlagung des Streitwerts durch das Schiedsgericht;
- 10° alle anderen, von dem Schiedsgericht als zweckmässig erachteten Angaben.

§ 2 - Die Parteien und die Mitglieder des Schiedsgerichts unterzeichnen die Exemplare der in § 1 erwähnten Akte.

Das Schiedsgericht übermittelt dem Sekretariat spätestens innerhalb von achtundvierzig Stunden ab der Unterzeichnung der Auftragsakte ein unterzeichnetes Exemplar dieser Unterlage.

Wenn eine der Parteien ablehnt an der Erstellung dieser Akte teilzunehmen oder sie zu unterzeichnen, nimmt das Schiedsverfahren nach Ablauf einer von dem Sekretariat auferlegten zusätzlichen Frist zum Erhalt der fehlenden Unterschrift seinen normalen Lauf. Der von dem Schiedsgericht erlassene Schiedsspruch gilt trotz der fehlenden Unterschrift als kontradiktorisch.

§ 3 - Nach der Unterzeichnung der Auftragsakte übermittelt das Sekretariat diese dem Berichterstatter, ausser wenn das Schiedsgericht in Anwendung des Artikels 10, § 1 beschliesst, auf den Bericht zu verzichten.

Abschnitt 3 — Zeitplan des Verfahrens

Art. 49 - Bei der Erstellung der Auftragsakte oder so schnell wie möglich danach legt das Schiedsgericht nach Anhörung der Parteien in einer getrennten Unterlage den Zeitplan fest, den es zur Führung des Verfahrens zu verfolgen beabsichtigt, und übermittelt ihn dem Sekretariat und den Parteien. Diese werden von jeglicher späteren Änderung dieses Zeitplans in Kenntnis gesetzt.

Abschnitt 4 — Untersuchung der Streitsache

Art. 50 - § 1 - Das Schiedsgericht nimmt die Untersuchung durch alle Mittel vor, die es zu diesem Zweck für angemessen erachtet, insbesondere die Einholung von Zeugenaussagen und die Bezeichnung einer oder mehrerer Personen, die eine für die Untersuchung der Streitsache nützliche Sachkenntnis vorweisen.

§ 2 - Das Schiedsgericht kann beschliessen, lediglich auf der Grundlage der von den Parteien unterbreiteten Unterlagen und Schriftsätze zu urteilen. Der Beschluss des Schiedsgerichts wird den Parteien übermittelt. Wenn eine oder mehrere Parteien angehört werden möchten oder das Schiedsgericht wünscht, die Parteien anzuhören, lädt das Schiedsgericht die Parteien an einem von ihm bestimmten Tag und Ort vor Gericht. Der Berichterstatter wird zur Anhörung geladen, ausser wenn das Schiedsgericht in Anwendung des Artikels 10, § 1, Absatz 2 beschliesst, auf den Bericht zu verzichten.

§ 3 - Die Anhörungen sind nicht öffentlich.

§ 4 - Nach der Unterzeichnung der Auftragsakte können die neuen Anträge, die Erweiterungen des Hauptantrags oder die Widerklage lediglich schriftlich durchgeführt werden. Wenn das Schiedsgericht der Auffassung ist, dass der neue Antrag oder die Erweiterung des Antrags die Untersuchung oder die Regelung des ursprünglichen Antrags verzögern oder die in der Auftragsakte festgesetzten Fristen überschreiten könnte, kann das Schiedsgericht ablehnen, über den neuen Antrag oder die Erweiterung des Antrags zu befinden. Dasselbe Prinzip gilt, wenn es einer der Parteien nicht mehr möglich ist, dem Antrag aus Gründen des Stadiums des Verfahrens in aller Logik ausreichend gerecht zu werden.

§ 5 - Wenn die Umstände es erlauben, kann das Schiedsgericht die Parteien zu einer gütlichen Lösung auffordern und das Verfahren für den erforderlichen Zeitraum aussetzen, wenn die Parteien diese Anforderung ausdrücklich annehmen. Das Schiedsgericht setzt das Sekretariat und gegebenenfalls den Berichterstatter davon in Kenntnis.

§ 6 - Eine Partei, die das Schiedsverfahren weiterverfolgt, ohne Vorbehalte gegen einen Verstoß gegen eine Bestimmung des vorliegenden Erlasses, gegen jegliche andere, auf das Verfahren anwendbare Bestimmung oder gegen vom Schiedsgericht gegebene Anweisungen zu äussern, verzichtet endgültig auf ihr Recht, Vorbehalte zu äussern. Die Möglichkeit des Verzichts auf das Vorbehaltsrecht ist nur auf die Bestimmungen anwendbar, die nicht die öffentliche Ordnung betreffen.

Abschnitt 5 — Übergangs- und Sicherungsmassnahmen

Art. 51 - Unbeschadet des Artikels 1679, Absatz 2 des Strafgesetzbuches und sobald das Schiedsgericht gebildet ist, kann jede Partei bei diesem beantragen, Übergangs- und Sicherungsmassnahmen anzuordnen, mit Ausnahme einer Sicherungspfändung.

Ausser wenn das Schiedsgericht in Anwendung des Artikels 10, § 1, Absatz 2 beschlossen hat, auf den Bericht zu verzichten, erstellt der Berichterstatter innerhalb einer von dem Schiedsgericht festgelegten vernünftigen Frist einen begründeten Bericht über den Antrag auf Übergangs- und Sicherungsmassnahmen.

Alle Massnahmen, die gemäss Artikel 1679, Absatz 2 des Strafgesetzbuches in Bezug auf den Streitfall angeordnet werden, müssen dem Schiedsgericht und dem Sekretariat unverzüglich von der Partei, die sie erzielt hat, übermittelt werden.

KAPITEL IV — Schiedsspruch

Art. 52 - Das Schiedsgericht fasst innerhalb von vier Monaten ab dem Erhalt des letzten, von den Parteien unterbreiteten Schriftsatzes einen Beschluss. Wenn das Schiedsgericht der Auffassung ist, innerhalb einer kürzeren Frist über den Streitfall befinden zu können, berät es sich zunächst mit dem Berichterstatter. Dieser Schiedsspruch ist endgültig und schliesst den Streitfall.

Der Schiedsspruch wird begründet.

Art. 53 - Wenn sich das Schiedsgericht aus drei Schiedsrichtern zusammensetzt, wird der Schiedsspruch mit der Mehrheit der Stimmen erlassen. Wenn keine Mehrheit gebildet werden kann, ist die Stimme des Vorsitzenden des Schiedsgerichts ausschlaggebend.

Art. 54 - Wenn die Parteien im Laufe des Schiedsverfahrens zu einem gegenseitigen Einvernehmen kommen, durch das ihrem Streitfall ein Ende gesetzt wird, können sie das Schiedsgericht ersuchen, dieses Einvernehmen in einer Vergleichsurkunde zu Protokoll zu nehmen. Nach der Unterzeichnung der Vergleichsurkunde durch beide Parteien und durch die Mitglieder des Schiedsgerichts übermittelt Letzteres dem Sekretariat die besagte Urkunde.

Art. 55 - Der Schiedsspruch gilt als im Schiedssitz an dem Tag erlassen, an dem die Mitglieder des Schiedsgerichts ihn unterzeichnet haben. Nach der Unterzeichnung übermittelt das Schiedsgericht dem Sekretariat eine Abschrift des Schiedsspruchs.

Nach Erhalt dieses Schiedsspruchs zahlt das Sekretariat die Schiedskosten unter Berücksichtigung des bereits eingezahlten Kostenvorschusses, der festen Gebühr für das Anlegen der Akte und des Beschlusses des Schiedsgerichts bezüglich der in Artikel 62 erwähnten Kosten aus.

Wenn der bereits eingezahlte Kostenvorschuss diese Schiedskosten nicht ausreichend deckt, werden die Parteien von dem zusätzlich zu zahlenden Betrag, sowie über dessen Zahlungsmodalitäten schriftlich in Kenntnis gesetzt.

Art. 56 - Das Sekretariat setzt die Parteien von dem Text des von den Mitgliedern des Schiedsgerichts unterzeichneten Schiedsspruchs in Kenntnis, nachdem diese Parteien oder eine von ihnen die gesamten Schiedskosten beglichen hat bzw. haben.

Art. 57 - Die CWaPE kann den Schiedsspruch veröffentlichen. Auf Antrag einer der Parteien kann das Schiedsgericht beschliessen, dass aus Gründen der Vertraulichkeit der in dem Schiedsspruch enthaltenen Angaben, insbesondere wenn deren Verbreitung der Wettbewerbsstellung einer der Parteien schaden könnte, der Schiedsspruch in seiner Gesamtheit oder zum Teil nicht veröffentlicht wird.

KAPITEL V — *Schiedskosten**Abschnitt 1*

Art. 58 - Die Schiedskosten umfassen einerseits die Honorare des(der) Schiedsrichter und andererseits die Verwaltungskosten, einschliesslich der Kosten für die Abfassung eines Berichts durch das Berichterstattekorps.

Das Sekretariat bestimmt den Betrag der Schiedskosten.

Der Betrag der Verwaltungskosten deckt die anfallenden Kosten, die das Sekretariat ausgelegt hat.

Die Parteien sind gesamtschuldnerisch und für die Gesamtheit der Schiedskosten, so wie diese vom Sekretariat bestimmt wurden, zu deren Zahlung verpflichtet.

Abschnitt 2 — Feste Gebühr für das Anlegen der Akte

Art. 59 - Bei der Einreichung des Schiedsantrags muss der Antragsteller bei der CWaPE eine feste Gebühr für das Anlegen der Akte entrichten. Diese Gebühr ist nicht rückerstattbar.

Abschnitt 3 — Kostenvorschuss für die Schiedskosten

Art. 60 - Im Hinblick auf die Deckung der Schiedskosten legt das Sekretariat einen Kostenvorschuss für die Schiedskosten fest, der vor der Eröffnung des Verfahrens bei der CWaPE einzuzahlen ist. Das Sekretariat setzt beide Parteien von dem Betrag des Kostenvorschusses und den Zahlungsmodalitäten in Kenntnis.

Das Sekretariat kann im Laufe des Verfahrens den Betrag des Kostenvorschusses anpassen, wenn sich aus den Umständen der Streitsache, der Einreichung neuer Anträge oder Erweiterungen des Hauptantrags oder der Widerklage ergibt, dass der Streitfall von grösserem Ausmass ist als ursprünglich erwartet.

Der Kostenvorschuss ist von den Parteien zu gleichen Teilen zu zahlen, ausser wenn sie sich auf eine andere Aufteilung geeinigt haben. Jede Partei kann jedoch für die Gesamtheit des Kostenvorschusses aufkommen, wenn die andere Partei die Zahlung ihres Beitragsanteils des Kostenvorschusses unterlässt.

Die Erhebung einer Widerklage kann Anlass zur Erstellung getrennter Kostenvorschüsse für den Hauptantrag und die Widerklage geben. In diesem Fall kommt jede Partei für den Kostenvorschuss ihres Hauptantrags oder ihrer Widerklage auf.

Das Schiedsgericht befindet lediglich über den Antrag, für den der Kostenvorschuss vollständig gezahlt wurde.

Abschnitt 4 — Zusätzliche Kosten

Art. 61 - Die zusätzlichen Kosten umfassen die anderen, im Rahmen des Schiedsverfahrens ausgelegten Kosten, als diejenigen, die in Artikel 58, Absatz 1 angegeben werden. Sie umfassen insbesondere die Honorare der Sachverständigen, Übersetzer und Dolmetscher.

Im Hinblick auf die Deckung der zusätzlichen Kosten legt das Sekretariat oder das Schiedsgericht die getrennten Kostenvorschüsse fest, die die Parteien unverzüglich bei der CWaPE einzuzahlen haben.

Die zusätzlichen Kosten sind von beiden Parteien zu gleichen Teilen zu zahlen, ausser wenn sie sich auf eine andere Aufteilung geeinigt haben.

Wenn die erforderlichen Vorschüsse nicht oder nicht ausreichend beglichen wurden, befindet das Schiedsgericht über den weiteren Verlauf des Verfahrens.

Abschnitt 5 — Beschluss über die Kosten

Art. 62 - Der Schiedsspruch entscheidet darüber, welche Partei für die Schiedskosten und eventuellen zusätzlichen Kosten aufkommen muss, oder auch darüber, in welcher Proportion diese Kosten unter die Parteien aufzuteilen sind. Gegebenenfalls bestätigt der Schiedsspruch das Einvernehmen zwischen den Parteien in Bezug auf die Teilung der Schiedskosten und der eventuellen zusätzlichen Kosten.

Abschnitt IV — Wohlverhaltensregeln

Art. 63 - Der von einer Partei bezeichnete Schlichter oder Schiedsrichter ist weder deren Vertreter, noch deren Mandatsträger.

Art. 64 - Indem der Schlichter oder Schiedsrichter seine Bezeichnung annimmt, verpflichtet er sich zur völligen Einhaltung der Regelung der Schlichtungs- und Schiedsstelle, so wie diese durch den vorliegenden Erlass festgelegt wird, und zur loyalen Zusammenarbeit mit dem Sekretariat, das er regelmässig über den Stand des Verfahrens informiert.

Art. 65 - Unbeschadet des Artikels 43 kann der Schlichter oder Schiedsrichter seine Bezeichnung lediglich annehmen, wenn er sich als unabhängig entgegen den Parteien und deren Beratern betrachtet. Wenn sich im Nachhinein irgendein Umstand ergibt, der bei ihm oder einer der Parteien Zweifel bezüglich dieser Unabhängigkeit aufkommen lassen könnte, gibt er diese dem Sekretariat unverzüglich schriftlich bekannt. Das Sekretariat setzt die Parteien unverzüglich davon in Kenntnis. Das Verwaltungsratsmitglied fasst entscheidet über die eventuelle Ersetzung des Schlichters oder Schiedsrichters, nachdem er von deren Bemerkungen Kenntnis genommen hat.

Art. 66 - Bei der Annahme seiner Bezeichnung unterzeichnet der Schlichter oder Schiedsrichter eine Erklärung, in der er bestätigt, dass:

1° nach seinen Kenntnissen kein Sachverhalt besteht, der bei ihm Zweifel bezüglich seiner Unabhängigkeit und Unparteilichkeit aufkommen lassen könnte, mit Ausnahme der Umstände, die er ausdrücklich in der Erklärung angibt;

2° er die Regelung der Schlichtungs- und Schiedsstelle völlig einhalten wird;

3° seine Tätigkeiten durch das gemäss Artikel 48, Absatz 3 des Elektrizitätsdekrets festgelegte Anwesenheitsgeld für die Einsätze der Schlichtungs- und Schiedsstelle entlohnt werden.

Art. 67 - Der Schiedsrichter verpflichtet sich ab seiner Bezeichnung, mit der Partei, die ihn in Anwendung des Artikels 37 bezeichnet hat, oder mit deren Berater nicht in Beziehung zu stehen.

Jeglicher eventuelle Kontakt mit dieser Partei erfolgt durch die Vermittlung des Vorsitzenden des Schiedsgerichts oder mit dessen ausdrücklichen Zustimmung.

Art. 68 - Während des Verfahrensablaufs zeigt sich der Schiedsrichter oder Schlichter unter jeglichen Umständen mit allergrösster Unparteilichkeit. Er unterlässt jegliches Verhalten oder jegliche Äusserung, durch die bei einer der Parteien der Eindruck erweckt werden könnte, dass seine Stellungnahme bereits feststeht.

Art. 69 - Unter Vorbehalt einer zwischen den Parteien getroffenen Vereinbarung betreffend andere Bestimmungen, ist es dem Schlichter oder Schiedsrichter untersagt, die Funktion eines Schiedsrichters, Vertreters oder Beraters einer der Parteien in einem Gerichtsverfahren, Schiedsverfahren oder einem Verfahren vor der Berufungskammer auszuüben, das sich auf denselben Streitfall bezieht, in dem er als Schlichter oder Schiedsrichter eingeschritten ist.

Die Parteien onderlassen es, den Schlichter oder Schiedsrichter in einem Gerichtsverfahren, Schiedsverfahren oder einem Verfahren vor der Berufungskammer als Zeuge in demselben Streitfall vorzuladen, in dem er als Schlichter oder Schiedsrichter eingeschritten ist.

Art. 70 - Unter Vorbehalt der Bestimmungen des Artikels 57 haben die Schlichtung und das Schiedsverfahren vertraulichen Charakter, den jede Person, die an diesen Verfahren in welcher Eigenschaft auch immer teilnimmt, zu beachten hat.

In keinem Fall darf in einem Gerichtsverfahren, Schiedsverfahren oder einem Verfahren vor der Berufungskammer bezüglich desselben Streitfalls auf Handlungen, Äusserungen oder Schriftstücke im Rahmen eines ergebnislos gebliebenen Schlichtungsverfahrens Bezug genommen werden.

Art. 71 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 72 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Dezember 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 625

[2004/200359]

11 DECEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van het reglement van de arbitrage- en bemiddelingsdienst van de Waalse energielcommissie

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 48, tweede lid;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 26, § 2, tweede lid, en 36, § 1;

Gelet op het voorstel van de Waalse energielcommissie, CD-3b10-Cwape-010, gegeven op 10 februari 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 september 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies 35.898/4 van de Raad van State, uitgebracht op 13 oktober 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Titel I. — Algemeen

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving en toepassingsveld

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "electriciteitsdecreet": het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2^o "gasdecreet": het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

3^o "verzoekende partij": elke natuurlijke of rechtspersoon die de arbitrage- en bemiddelingsdienst om bemiddeling verzoekt;

4^o "wederpartij": elke natuurlijke of rechtspersoon tegen wie de verzoekende partij een bemiddelingsprocedure instelt;

5^o "verzoeker": elke natuurlijke of rechtspersoon die de arbitrage- en bemiddelingsdienst om arbitrage verzoekt;

6^o "verdediger": elke natuurlijke of rechtspersoon tegen wie de verzoekende partij een arbitrageprocedure wenst in te stellen;

7^o "bemiddelaar": de in artikel 17 bedoelde natuurlijke persoon belast met de taken omschreven in dit besluit;

8^o "administratieve directie": de directie van de Cwape, bedoeld in artikel 46, § 1, 3^o, van het electriciteitsdecreet;

9^o "bestuurder": een lid van het directiecomité van de Cwape;

10^o "arbitrage- en bemiddelingsdienst": de dienst bedoeld in artikel 48 van het electriciteitsdecreet;

11^o "scheidsgerecht": het scheidsgerecht samengesteld overeenkomstig artikel 37;

12^o "arbiter": de overeenkomstig artikel 37 aangewezen natuurlijke persoon belast met de taken omschreven in dit besluit;

13^o "secretariaat": het secretariaat van de arbitrage- en bemiddelingsdienst;

14^o "korps van verslaggevers": het korps bedoeld in artikel 9;

15^o "verslaggever": het lid van het korps van verslaggevers aangewezen overeenkomstig artikel 11;

16^o "beroepskamer": het orgaan bedoeld in artikel 49 van het electriciteitsdecreet;

17^o "lijst van deskundigen": de lijst van de deskundigen die mogen optreden als bemiddelaar of arbiter, samengesteld overeenkomstig artikel 2 van dit besluit;

18^o "electriciteitsbedrijf": elke netbeheerder, producent, leverancier of tussenpersoon bedoeld in artikel 2 van het electriciteitsdecreet;

19° "gasbedrijf": elke netbeheerder, producent, leverancier of tussenpersoon bedoeld in artikel 2 van het gasdecreet.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de bemiddelings- en arbitrageprocedures die overeenkomstig artikel 48 van het elektriciteitsdecreet ingesteld worden bij de arbitrage- en bemiddelingsdienst, voorzover die procedures betrekking hebben op een aangelegenheid die onder de bevoegdheid van die dienst valt.

In het kader van de opdrachten die krachtens de artikelen 26 en 36 van het decreet aan de Cwape toegewezen worden, beoogt de arbitrage- en bemiddelingsdienst ook de geschillen betreffende de toegang tot het gasdistributienet en het technisch reglement bedoeld in artikel 2, 25°, van het decreet.

Art. 3. De regels betreffende elke bemiddelings- en arbitrageprocedure die bij de arbitrage- en bemiddelingsdienst ingesteld wordt, vallen uitsluitend onder het Belgisch recht.

Art. 4. Onverminderd de bepalingen van openbare orde opgenomen in deel zes van het Gerechtelijk Wetboek, regelen de partijen bij een arbitrageprocedure in onderling akkoord de aangelegenheden i.v.m. die procedure die niet uitdrukkelijk geregeld worden in dit besluit. Bij gebrek aan dergelijk akkoord worden de aangelegenheden geregeld door het scheidsgerecht of door de bestuurder als het scheidsgerecht nog niet samengesteld is en krachtens de bepalingen van suppletief recht opgenomen in deel zes van het Gerechtelijk Wetboek.

Het eerste lid is ook van toepassing op de bemiddelingsprocedure.

HOOFDSTUK II. — *Kennisgevingen en termijnen*

Art. 5. De kennisgevingen of mededelingen bedoeld in dit besluit geschieden door overhandiging tegen ontvangstbewijs, bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of door bode. Met uitzondering van de indiening van de verzoeken om bemiddeling en arbitrage, kunnen die kennisgevingen of mededelingen ook op geldige wijze per telefax of e-mail verstuurd worden, voorzover de bestemming een ontvangstbewijs verstrekt, of per aangetekend schrijven zonder ontvangstbewijs.

Die kennisgevingen of mededelingen worden gericht aan het laatste gekend adres van de bestemming. De partijen delen elke adreswijziging onmiddellijk mee aan de bemiddelaar of aan de arbiter(s), aan de andere partijen en aan het secretariaat.

Art. 6. De termijnen waarin dit besluit voorziet worden berekend overeenkomstig de artikelen 52 tot 54 van het Gerechtelijk Wetboek. Behoudens tegenbewijs, wordt de datum van ontvangst berekend als volgt :

1° de stukken overhandigd door bode tegen ontvangstbewijs of per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst worden geacht te zijn ontvangen op de dag van ontvangst vermeld op het bericht;

2° de per aangetekend schrijven toegezonden stukken worden geacht te zijn ontvangen op de eerste werkdag na de verzenddatum;

3° de telefaxen en emails worden geacht te zijn ontvangen op de eerste werkdag na de verzenddatum.

De datum waarop het secretariaat het verzoek ontvangt, wordt geacht de datum te zijn waarop de bemiddelings- of arbitrageprocedure ingesteld wordt.

Art. 7. Op verzoek van één van de partijen kan de bestuurder beslissen tot een verlenging of inkorting van de in de artikelen 30, 37 en 43 bedoelde termijnen vóór de verstrijkdatum ervan.

Op verzoek van het scheidsgerecht kan de bestuurder de in de 48 en 52 bedoelde termijnen verlengen vóór de verstrijkdatum ervan. De bestuurder kan beslissen tot een inkorting van die termijnen vóór de verstrijkdatum ervan op verzoek van de partijen en na het scheidsgerecht te hebben gehoord in de zaak, met uitsluiting van de toepassing van artikel 10, § 1, eerste lid, van de verslaggever.

Elk verzoek en elke beslissing i.v.m. de verlenging of de inkorting van een termijn is behoorlijk met redenen omkleed.

HOOFDSTUK III. — *Secretariaat*

Art. 8. § 1. Het secretariaat bestaat uit :

1° de bestuurder die er de directie van waarneemt;

2° één of verschillende personeelsleden van de Cwape die speciaal daartoe aangewezen zijn.

§ 2. Het secretariaat heeft als opdracht administratieve steun te verlenen bij de bemiddelings- en arbitrageprocedure.

Het secretariaat staat de bestuurder bij, meer bepaald door het voorbereiden van de beslissingen die hij overeenkomstig dit besluit zal moeten nemen. De bestuurder motiveert zijn beslissingen.

HOOFDSTUK IV. — *Korps van verslaggevers*

Art. 9. § 1. De arbitrage- en bemiddelingsdienst beschikt over een korps van verslaggevers.

§ 2. De leden van het korps van verslaggevers worden onder de leden van de Cwape gekozen.

§ 3. De verslaggevers mogen geen andere al dan niet bezoldigde functie of activiteit uitoefenen in dienst van een elektriciteits- of gasbedrijf.

Het verbod opgelegd in het eerste lid blijft van toepassing gedurende een periode van zes maanden na afloop van de arbeidsovereenkomst van de verslaggever. De arbeidsovereenkomst kan voorzien in de betaling van een vergoeding ter compensatie van dat verbod. De vergoeding mag evenwel niet meer bedragen dan de helft van de brutobezoldiging van de verslaggever voor de zes maanden die voorafgaan aan de verstrijkdatum van zijn arbeidsovereenkomst.

De verslaggevers mogen niet in het bezit zijn van aandelen, of andere met aandelen gelijkgestelde waardepapieren uitgeschreven door elektriciteits- of gasbedrijven, noch over financiële instrumenten waarmee dergelijke aandelen of waardepapieren verworven of overgedragen kunnen worden of die aanleiding geven tot een betaling in contanten welke hoofdzakelijk afhankelijk is van de evolutie van de waarde van dergelijke aandelen of waardepapieren.

§ 4. De verslaggevers blijven in alle omstandigheden onpartijdig en onafhankelijk.

Ze mogen geen bevel vragen of aanvaarden i.v.m. de behandeling van de geschillen die aanhangig gemaakt worden bij de arbitrage- en bemiddelingsdienst.

Art. 10. § 1. De verslaggevers hebben als opdracht een geschreven en gemotiveerd verslag op te stellen bij elke bemiddelingsprocedure waarvoor de bemiddelaar een in die zin geschreven verzoek aan het secretariaat richt.

Ze worden ook belast met het opstellen van een geschreven en gemotiveerd verslag bij elke arbitrageprocedure, tenzij het scheidsgerecht op verzoek van één van de partijen en uiterlijk bij de akte van opdracht bedoeld in artikel 48 beslist daarvan af te zien. In voorkomend geval richt het scheidsgerecht zijn beslissing samen met de akte van opdracht aan het secretariaat binnen de termijn bedoeld in artikel 48, § 2.

§ 2. In het verslag bedoeld in § 1 onderzoekt de verslaggever in feite en in rechte alle juridische vraagstukken opgeworpen door de arbitrage- en bemiddelingsprocedure. Hij onderzoekt met name de ontvankelijkheid van het geschil en de gegrondheid van de bezwaren geuit in de arbitrageprocedure.

Te dien einde kan de verslaggever de Cwape en de partijen verzoeken om alle nuttige gegevens en stukken.

Het verslag is niet dwingend voor de bemiddelaar, noch voor het scheidsgerecht.

§ 3. De verslaggever dateert en tekent zijn verslag.

In het kader van een bemiddelingsprocedure richt hij het verslag aan de bemiddelaar en aan de partijen binnen een redelijke termijn die door de bemiddelaar bepaald wordt.

In het kader van een arbitrageprocedure richt hij het verslag aan het scheidsgerecht en aan de partijen binnen een termijn van twee maanden, te rekenen van de laatste fase van de procedure daadwerkelijk doorgevoerd in bedoelde arbitrageprocedure.

Als de bemiddelaar of het scheidsgerecht ambtshalve of op verzoek van één van de partijen acht dat het verslag nieuwe elementen bevat die de heropening van de debatten rechtvaardigen, geeft hij de partijen onmiddellijk kennis daarvan. In dat geval verzoekt het scheidsgerecht de partijen erom hun conclusies i.v.m. die elementen over te leggen binnen een redelijke termijn die door hem bepaald wordt.

Art. 11. § 1. De Cwape legt jaarlijks een lijst van verslaggevers over.

§ 2. Voor elk verslag wijst de bestuurder de verslaggever aan met inachtneming van de voorschriften betreffende de interne werking van de Cwape.

Titel II. — Bemiddelingsprocedure

HOOFDSTUK I. — Verzoek om bemiddeling

Art. 12. De partij die een bemiddelingsprocedure wenst in te dienen bij de arbitrage- en bemiddelingsdienst richt daartoe een verzoek in drie exemplaren aan het secretariaat.

Het verzoek bevat de volgende gegevens :

1° een uiteenzetting van het standpunt van de verzoekende partij;

2° voor natuurlijke personen, de naam, de voornaam, de hoedanigheid en het adres; voor rechtspersonen, de benaming en de maatschappelijke zetel; voor natuurlijke en rechtspersonen, de telefoon- en faxnummers, het elektronische adres van de verzoekende partij(en) en, in voorkomend geval, van de wederpartij;

3° een omschrijving van de aard van het geschil en van de omstandigheden waarin het geschil zich voordoet;

4° het bewijs dat het geschil onder het toepassingsveld van dit besluit valt;

5° het juiste bedrag van het in artikel 26 bedoelde vast recht voor de opening van het dossier;

6° alle stukken die de verzoekende partij nuttig acht.

De bemiddelingsprocedure mag slechts opgestart worden als het verzoek klaarblijkelijk geen gegevens bevat die aantonen dat het geschil onder het toepassingsveld van dit besluit valt.

Binnen zeven werkdagen na ontvangst van het verzoek en van de gegevens bedoeld in het tweede lid richt het secretariaat een bericht van ontvangst van het verzoek aan de verzoekende partij of geeft ze hem kennis van de gemotiveerde beslissing van de directeur, in geval van toepassing van het derde lid.

HOOFDSTUK II. — Kennisgeving aan de wederpartij

Art. 13. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 12, derde lid, geeft het secretariaat de wederpartij kennis van het verzoek om bemiddeling binnen de termijn bedoeld in artikel 12, vierde lid, en maakt het hem een origineel van het verzoek van de verzoekende partij over.

De wederpartij beschikt over een termijn van vijftien werkdagen na ontvangst van de kennisgeving om in te stemmen met deelname aan de bemiddelingsprocedure of te weigeren.

Art. 14. Als de wederpartij niet antwoordt op het verzoek binnen de termijn bedoeld in artikel 13, tweede lid, of weigert deel te nemen aan de bemiddelingsprocedure, wordt geen gevolg gegeven aan het verzoek om bemiddeling. Het secretariaat geeft de verzoekende partij onmiddellijk kennis van de weigering of van het uitblijven van een antwoord.

Art. 15. Het verzoek om bemiddeling van de verzoekende partij en, in voorkomend geval, de instemming van de wederpartij met de bemiddelingsprocedure houden in dat beide partijen instemmen met de procedureregels bepaald bij dit besluit en dat ze er aan gebonden zijn.

Art. 16. De artikelen 13 en 14 zijn niet van toepassing als beide partijen gezamenlijk een verzoek om bemiddeling richten aan de arbitrage- en bemiddelingsdienst.

HOOFDSTUK III. — Verloop van de bemiddelingsprocedure

Art. 17. Als de wederpartij binnen de termijn bedoeld in artikel 13, tweede lid, instemt met de bemiddelingsprocedure, geeft het secretariaat de verzoekende partij onmiddellijk kennis daarvan en richt het aan beide partijen de lijst van deskundigen waaruit de partijen gezamenlijk een bemiddelaar kunnen kiezen. De keuzemogelijkheden worden echter niet tot die lijst beperkt. Bij toepassing van artikel 16 wordt voornoemde lijst gevoegd bij het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 12, vierde lid.

De partijen wijzen gezamenlijk een bemiddelaar aan binnen een termijn van vijftien werkdagen na ontvangst van voornoemde lijst van deskundigen.

Als de partijen niet tot een akkoord komen of afzien van de aanwijzing van een bemiddelaar binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wijst de bestuurder een bemiddelaar aan uit voornoemde lijst van deskundigen, met inachtneming van de opmerkingen van de partijen en na de voor dat soort geschillen bevoegde deskundigen te hebben verzocht om een offerte. De bemiddelaar wordt gekozen op grond van zijn ervaring inzake bedoeld geschil.

Het secretariaat verzoekt de bemiddelaar erom de bemiddelingsopdracht aan te nemen binnen een termijn van vijf werkdagen. De bemiddelaar bevestigt zijn medewerking in een schrijven. In voorkomend geval informeert het secretariaat de partijen dat de bemiddelaar zijn opdracht heeft aangenomen.

Als de gekozen bemiddelaar de opdracht weigert, niet ingaat op het verzoek binnen de termijn bedoeld in het vierde lid, overlijdt, of in rechte of in feite belet wordt zijn opdracht te vervullen, wijst de bestuurder uit voornoemde lijst van deskundigen een andere bemiddelaar aan op dezelfde wijze als die bedoeld in het derde lid. Er kan op dezelfde

wijze voorzien worden in de vervanging van een bemiddelaar als de bestuurder vaststelt dat hij zijn opdracht niet vervult overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, noch binnen de voorgeschreven termijnen. In voorkomend geval worden de bemiddelaar en de partijen vooraf verzocht hun opmerkingen in een schrijven aan het secretariaat te richten binnen de termijn die het hen oplegt.

De lijst van deskundigen bedoeld in het eerste lid wordt op de voordracht van de Cwape door de Minister vastgelegd na openbare kandidatenoproep. De lijst vermeldt de ervaring van de deskundigen, het bedrag van hun erelonen, alsook, in voorkomend geval, de aard van de reeds behandelde geschillen. De lijst van deskundigen wordt aangepast om de drie jaar.

Art. 18. Nadat het secretariaat heeft vastgesteld dat het voorschot bedoeld in artikel 27 betaald werd volgens de voorgeschreven betalingsmodaliteiten, geeft het de bemiddelaar onmiddellijk kennis daarvan. De bemiddelaar onderzoekt de zaak zo spoedig mogelijk met alle nodige middelen.

Als de bemiddelaar bij een partij relevante informatie inwint, is hij verplicht die aan de andere partij mee te delen, behalve als bedoelde informatie aan de bemiddelaar verstrekt wordt onder voorbehoud dat ze het voorwerp moet uitmaken van een strikt vertrouwelijke behandeling en dat hij acht dat zulks daadwerkelijk het geval is.

Hij legt één of meer voorstellen tot bemiddeling voor aan de partijen. Na overleg met de partijen staat hij hen een termijn toe om hun opmerkingen te formuleren of om in te stemmen met het voorstel.

Art. 19. De partijen bepalen in onderling akkoord de plaats van de bemiddelingsprocedure in het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK IV. — *Einde van de bemiddelingsprocedure*

Art. 20. Als de poging tot bemiddeling mislukt, maakt de bemiddelaar een proces-verbaal van nalatigheid op in evenveel exemplaren als er partijen zijn :

1° als de poging tot bemiddeling mislukt;

2° als één of meer partijen de bemiddelingsprocedure onderbreken;

3° als een arbitrale procedure, een gerechtelijke procedure of een procedure voor de beroepskamer opgestart wordt.

Art. 21. Als de partijen instemmen met het voorstel tot bemiddeling bedoeld in artikel 18, laatste lid, maakt de bemiddelaar een proces-verbaal tot bemiddeling op in evenveel exemplaren als er partijen zijn en tekent hij elk van die exemplaren met de partijen. Het proces-verbaal tot bemiddeling bevat het voorstel tot bemiddeling waarover de partijen onderling overeengekomen zijn. De partijen zijn definitief gebonden door dat akkoord, dat overeenkomstig de artikelen 2044 en volgende van het Burgerlijk Wetboek gelijkgesteld wordt met een dading.

Art. 22. De partijen kunnen elk ogenblik een einde maken aan elke poging tot bemiddeling, hetzij eenzijdig, hetzij in onderlinge samenspraak.

Art. 23. De bemiddelingsprocedure eindigt onmiddellijk als één van de partijen tijdens de bemiddelingsprocedure eenzijdig beslist of als alle partijen gezamenlijk beslissen een arbitrale procedure, een gerechtelijke procedure of een procedure voor de beroepskamer op te starten voor hetzelfde geschil.

Art. 24. De bemiddelaar maakt het proces-verbaal bedoeld in de artikelen 20 en 21 zo spoedig mogelijk over aan het secretariaat.

Na ontvangst van die kopie, betaalt het secretariaat de bemiddelingskosten rekening houdende met het reeds gestorte voorschot en met het vast recht voor de opening van het dossier. Als het vooraf gestorte voorschot de bemiddelingskosten niet volledig dekt, geeft het secretariaat de partijen in een schrijven kennis van het verschuldigde bijkomend bedrag, alsook van de betalingsmodaliteiten.

HOOFDSTUK V. — *Kosten van de bemiddeling*

Art. 25. De bemiddelingskosten omvatten, enerzijds, de erelonen van de bemiddelaar en, anderzijds, de administratieve kosten, met inbegrip van de kosten voor het opstellen van een verslag door het korps van verslaggevers. Het bedrag van de administratieve kosten dekt de reële kosten gemaakt door het secretariaat.

Het secretariaat bepaalt het bedrag van de bemiddelingskosten.

De bemiddelingskosten zijn door de partijen verschuldigd in gelijke delen, tenzij daar anders over beslist wordt.

De partijen zijn hoofdelijk en voor het geheel gehouden tot de betaling van de bemiddelingskosten zoals vastgelegd door het secretariaat.

Art. 26. Bij de indiening van haar verzoek om bemiddeling betaalt de verzoekende partij bij de Cwape een vast recht voor de opening van het dossier. Het vast recht is niet terugvorderbaar.

Bij toepassing van artikel 16 is het vast recht door beide partijen in gelijke delen verschuldigd, behalve als ze een andere verdeelsleutel overeenkomen.

Art. 27. Om de bemiddelingskosten te dekken bepaalt het secretariaat een voorschot dat vóór de opening van de procedure bij de Cwape gestort moet worden. Het secretariaat geeft beide partijen kennis van het bedrag van het voorschot en van de betalingsmodaliteiten.

Het secretariaat kan het bedrag van het voorschot in de loop van de procedure aanpassen als uit de omstandigheden van de zaak blijkt dat het geschil ernstiger is dan aanvankelijk verwacht.

Het voorschot is door beide partijen in gelijke delen verschuldigd, behalve als ze een andere verdeelsleutel overeenkomen.

Art. 28. De bijkomende kosten omvatten de andere kosten gemaakt in het kader van de bemiddelingsprocedure waarin artikel 25, eerste lid, niet voorziet. Ze omvatten met name de erelonen van de deskundigen, vertalers en tolken. Om de bijkomende kosten te dekken, bepaalt het secretariaat de aparte voorschotten die de partijen onmiddellijk bij de Cwape moeten storten. De bijkomende kosten zijn door de partijen in gelijke delen verschuldigd, behalve als ze een andere verdeelsleutel overeenkomen.

Titel III. — Arbitrage

HOOFDSTUK I. — Inleiding van de arbitrageprocedure

Afdeling 1. — Verzoek om arbitrage

Art. 29. De partij die een beroep wenst te doen op de door de arbitrage- en bemiddelingsdienst georganiseerde arbitrage richt aan het secretariaat een verzoek om arbitrage waarin hoe dan ook de volgende gegevens voorkomen :

1° voor natuurlijke personen, de naam, de voornaam, de hoedanigheid en het adres; voor rechtspersonen, de benaming en de maatschappelijke zetel; voor natuurlijke en rechtspersonen, de telefoon- en faxnummers, het elektronische adres van de partijen en, in voorkomend geval, van hun raadslieden;

2° een uiteenzetting van de aard en de omstandigheden van het geschil waarop het verzoek slaat;

3° het voorwerp van het verzoek, een samenvatting van de ingeroepen middelen en, zover mogelijk, een raming van de gevorderde bedragen of van de geldelijke tegenwaarde van de vereiste prestatie;

4° de tekst van de arbitrage-overeenkomst waar de verzoeker vanuit gaat; onder arbitrage-overeenkomst wordt verstaan een aparte arbitrage-overeenkomst of een arbitrale clause opgenomen in de algemene voorwaarden van een contract of in een contract;

5° als de arbitrage-overeenkomst voorziet in de aanwijzing van één of meer arbiters door de partijen, de naam van de arbiter(s) die de verzoeker aanwijst; bij gebreke daarvan, alle nodige gegevens om het aantal arbiters vast te leggen en om ze te kunnen kiezen overeenkomstig de bepalingen van artikel 37. Het verzoek om arbitrage wordt gelijktijdig ingediend met een geïnventariseerd dossier van de stukken, met name de kopie van de gesloten overeenkomsten, m.i.v. die van de arbitrage-overeenkomst, de briefwisseling tussen de partijen en alle andere nuttige stukken. Het verzoek gaat ook vergezeld van het bewijs van betaling van het vast recht bedoeld in artikel 59.

Het verzoek en het dossier worden aan het secretariaat gericht in drie of vijf gedateerde en getekende exemplaren al naargelang de verzoeker acht dat één of drie arbiters aangewezen moeten worden.

Het secretariaat informeert de verzoeker dat een verzoek om arbitrage jegens hem is ingediend en maakt hem een exemplaar van het verzoek over, alsook van het geïnventariseerde dossier waarin alle stukken opgenomen zijn. Het secretariaat maakt hem ook de lijst van deskundigen over.

Afdeling 2. — Beantwoording van het verzoek om arbitrage en tegenvordering

Art. 30. § 1. De verweerder richt zijn antwoord op het verzoek om arbitrage aan het secretariaat binnen een maand na ontvangst van de kennisgeving van het verzoek om arbitrage. In zijn antwoord preciseert de verweerder :

1° zijn standpunt m.b.t. de aard en de omstandigheden van het geschil dat ten grondslag ligt van het verzoek;

2° zijn standpunt m.b.t. het aantal arbiters en de keuze ervan, eventueel met opgave van de naam van de arbiter die hij aanwijst.

Het antwoord bedoeld in het eerste lid wordt samen met het geïnventariseerde dossier dat alle stukken bevat aan het secretariaat gericht in drie of vijf exemplaren al naargelang de verweerder acht dat het geboden is één of drie arbiters aan te wijzen.

Het secretariaat maakt een exemplaar van het antwoord en van het geïnventariseerde dossier over aan de verzoeker.

§ 2. De verweerder kan reeds een tegenvordering formuleren met het antwoord bedoeld in § 1. De tegenvordering geeft uitleg over de aard en de omstandigheden omtrent het geschil dat ten grondslag ligt van de tegenvordering, hoe dan ook een aanwijzing over het voorwerp van de tegenvordering en, indien mogelijk, een raming van de gevorderde bedragen of van de geldelijke tegenwaarde van de vereiste prestatie. Het secretariaat geeft de verzoeker kennis van de tegenvordering.

Art. 31. Als de verweerder niet antwoordt binnen de termijn voorgeschreven in artikel 30, § 1, of als hij de bevoegdheid van de arbitrage- en bemiddelingsdienst betwist en als de bestuurder vaststelt dat beide partijen niet gebonden zijn door een arbitrage-overeenkomst, kan de arbitrageprocedure niet opgestart worden.

Als de verweerder nalaat te antwoorden binnen de voorgeschreven termijn terwijl de bestuurder acht dat de partijen door een arbitrage-overeenkomst gebonden zijn, stelt het secretariaat desalniettemin het scheidsgerecht samen met inachtneming van de bepalingen van dit besluit. Het uitblijven van een antwoord van de verweerder betekent dat hij verzaakt aan zijn recht om een arbiter aan te wijzen. De verweerder behoudt evenwel de mogelijkheid om de bevoegdheid van het scheidsgerecht en de gegrondheid van de vordering van de verzoeker tijdens het latere verloop van de arbitrageprocedure te betwisten.

Afdeling 3. — Gevolgen van de arbitrage-overeenkomst

Art. 32. Als de partijen overeenkomen om een beroep te doen op de arbitrage georganiseerd door de arbitrage- en bemiddelingsdienst, zijn ze verplicht zich aan dit besluit te houden en mogen ze van geen enkele bepaling ervan afwijken noch de toepassing van één of meer bepalingen uitsluiten, behalve als dit besluit hen daartoe uitdrukkelijk machtiging verleent.

Als één van de partijen ondanks het bestaan van de arbitrage-overeenkomst weigert deel te nemen of zich van deelname onthoudt, gaat de arbitrage toch door.

Art. 33. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 31, eerste lid, beslist het scheidsgerecht over zijn eigen bevoegdheid als één van de partijen één of meer uitzonderingen opwerpt i.v.m. het bestaan, de geldigheid of de draagwijdte van de arbitrage-overeenkomst.

Art. 34. De vaststelling van de nietigheid van de overeenkomst heeft niet van rechtswege de nietigheid van de arbitrage-overeenkomst tot gevolg.

Afdeling 4. — Documenten

Art. 35. Een kopie van alle verzoeken, antwoorden en geschreven briefwisselingen tussen de partijen onderling, en tussen de partijen en het scheidsgerecht in het kader van een arbitrale procedure, alsmede van de bijlagen wordt overgemaakt aan alle andere partijen, aan het secretariaat en aan de verslaggever. Er wordt geen kopie van die documenten aan de verslaggever gericht als het scheidsgerecht overeenkomstig artikel 10, § 1, tweede lid, beslist af te zien van het verslag.

HOOFDSTUK II. — Scheidsgerecht

Afdeling 1. — Keuze van de arbiters

Art. 36. Het scheidsgerecht is samengesteld uit drie arbiters tenzij :

1° de arbitrage-overeenkomst bepaalt dat het slechts uit één arbiter bestaat en dat de arbitrageprocedure niet meer dan twee partijen telt;

2° de bestuurder op verzoek van één partij en na alle partijen te hebben gehoord beslist dat het scheidsgerecht uit één enkele arbiter bestaat als het gaat om een eenvoudig geschil of om een geschil van beperkt geldelijk belang.

Art. 37. § 1. Als de arbitrage-overeenkomst voorziet in een scheidsgerecht samengesteld uit één enkele arbiter en als de arbitrageprocedure niet meer dan twee partijen telt, wijzen de partijen de arbiter aan in gezamenlijk overleg. Als de partijen niet tot een overeenkomst komen binnen een maand na de kennisgeving van het verzoek om arbitrage aan de verweerder of als de bestuurder niet instemt met de aanwijzing van de arbiter, benoemt de bestuurder ambtshalve een arbiter uit de lijst van deskundigen.

§ 2. Als de arbitrage-overeenkomst voorziet in een scheidsgerecht samengesteld uit drie arbiters en als de arbitrageprocedure niet meer dan twee partijen telt, wijzen de verzoeker en de verweerder ieder een arbiter aan, de eerste in zijn verzoek om arbitrage en de tweede in zijn antwoord op het verzoek. Als één van beide arbiters niet overeenkomstig de bepalingen van het eerste lid aangewezen wordt of als de bestuurder niet instemt met de aanwijzing van één van de twee aangewezen arbiters, benoemt de bestuurder ambtshalve één of twee arbiters uit de lijst van deskundigen op grond van hun ervaring voor dat soort geschil en na de bevoegde deskundigen te hebben verzocht om een offerte.

Binnen een termijn van veertien werkdagen na de aanvaarding van de opdracht door de laatste arbiter, benoemen beide aangewezen arbiters in onderlinge samenspraak een derde arbiter. Bij gebrek aan overeenkomst tussen de twee aangewezen arbiters, benoemt de bestuurder ambtshalve de derde arbiter uit de lijst van deskundigen op grond van hun ervaring in dat soort geschil en na de bevoegde deskundigen te hebben verzocht om een offerte. De derde arbiter neemt ambtshalve het voorzitterschap van het scheidsgerecht waar.

§ 3. Als de arbitrageprocedure meer dan twee partijen telt, wijzen de partijen in onderlinge samenspraak twee arbiters aan. Als de partijen niet tot een overeenkomst komen binnen een maand na de vaststelling door het secretariaat dat de arbitrageprocedure meer dan twee partijen telt of als de bestuurder niet instemt met de aanwijzing van één van de twee arbiters, benoemt de bestuurder ambtshalve één of, in voorkomend geval, twee arbiters uit de lijst van deskundigen op grond van hun ervaring in dat soort geschil en na de bevoegde deskundigen te hebben verzocht om een offerte.

Binnen een termijn van veertien werkdagen na de aanvaarding van de opdracht door de laatste arbiter, benoemen beide aangewezen arbiters in onderlinge samenspraak een derde arbiter. Bij gebrek aan overeenkomst tussen de twee aangewezen arbiters, benoemt de bestuurder ambtshalve een derde arbiter uit de lijst van deskundigen op grond van hun ervaring in dat soort geschil en na de bevoegde deskundigen te hebben verzocht om een offerte. De derde arbiter neemt ambtshalve het voorzitterschap van het scheidsgerecht waar.

§ 4. De samenstelling van het scheidsgerecht wordt uitgevoerd of gewijzigd overeenkomstig § 3 in geval van tussenkomst van één of meer belanghebbende derden of in geval van samenvoeging bedoeld in artikel 44.

Art. 38. De lijst van deskundigen "arbiters" wordt op de voordracht van de Cwape door de Minister vastgelegd na openbare kandidatenoproep. De lijst vermeldt de ervaring van de deskundigen, het bedrag van hun erelonen alsook, in voorkomend geval, de aard van de reeds beslechte geschillen. De lijst van deskundigen wordt bijgewerkt om de drie jaar.

Het secretariaat legt de lijst van deskundigen ter inzage van de partijen. Bij de keuze van een arbiter zijn de partijen niet verplicht een deskundige uit de lijst aan te wijzen.

De arbiter wordt aangewezen op grond van zijn relevante expertise i.v.m. bedoeld geschil.

Art. 39. Als een arbiter overlijdt, in rechte of in feite belet wordt zijn opdracht te vervullen of zijn opdracht weigert aan te nemen, of als de partijen de opdracht in onderlinge samenspraak stopzetten, wordt in zijn vervanging voorzien overeenkomstig de regels die bij zijn aanwijzing of benoeming toegepast worden.

Er kan op dezelfde wijze voorzien worden in de vervanging van een arbiter als de bestuurder vaststelt dat de arbiter zijn opdracht niet overeenkomstig de bepalingen van dit artikel, noch binnen de toegestane termijnen vervult. In dat geval worden het scheidsgerecht en de partijen vooraf verzocht hun geschreven opmerkingen aan het secretariaat te richten binnen de termijn die het hen toestaat.

De vervanging van een arbiter doet geen afbreuk aan de geldigheid van de arbitrage-overeenkomst, zelfs als ze bedoelde arbiter met naam aanwijst.

Art. 40. Het secretariaat verzoekt de arbiters erom hun arbitrageopdracht in een schrijven te aanvaarden binnen een termijn van zeven werkdagen na hun aanwijzing. Het geeft de partijen zo spoedig mogelijk kennis van die aanvaarding, alsmede van de personalia van de arbiters en van de naam van de voorzitter van het scheidsgerecht. De aanwijzing van een arbiter mag niet meer ingetrokken worden na die kennisgeving, onder voorbehoud van de bepalingen van de artikelen 39 en 43.

Art. 41. De bestuurder regelt alle problemen i.v.m. de aanwijzing van de arbiters. Op grond van hun ervaring in dat soort geschil en na de bevoegde deskundigen te hebben verzocht om een offerte kan hij met name :

1° ambtshalve een arbiter aanwijzen in geval van nalatigheid van één van de partijen;

2° een bijkomende derde arbiter aanwijzen als een even aantal arbiters zou kunnen worden aangewezen.

Art. 42. Het volgens bovenbedoelde regels samengestelde scheidsgerecht wordt pas na de betaling van het in artikel 60 bedoelde voorschot ingesteld.

Afdeling 2. — Wraking van de arbiters

Art. 43. De partij die een arbiter wenst te wraken, richt een gemotiveerd verzoek tot wraking aan het secretariaat. Op straffe van verval wordt het verzoek schriftelijk ingediend, hetzij binnen veertien werkdagen na ontvangst door die partij van de kennisgeving van de aanwijzing van de arbiter, hetzij binnen veertien werkdagen na de datum waarop ze kennis heeft genomen van de grond van de wraking, als die datum volgt op de ontvangst van bovenbedoelde kennisgeving.

Er is reden voor wraking in het geval van omstandigheden die een gerechtvaardigde twijfel doen ontstaan m.b.t. de onpartijdigheid of de onafhankelijkheid van de arbiter.

Het secretariaat verzoekt de arbiter die het voorwerp is van het verzoek tot wraking, de andere arbiters en de andere partijen erom hem hun geschreven opmerkingen toe te sturen binnen een redelijke termijn die door zijn toedoen vastgelegd wordt. Het secretariaat richt zijn opmerkingen aan het secretariaat en aan het scheidsrecht.

De bestuurder beslist over de ontvankelijkheid en de gegrondheid van het verzoek tot wraking.

Afdeling 3. — Samenvoeging van de zaken

Art. 44. Als verschillende arbitrage-overeenkomsten die een beroep doen op de arbitrage- en bemiddelingsdienst aanleiding geven tot samenhangende of onsplitsbare geschillen, kan de bestuurder er de samenvoeging van bevelen, hetzij op verzoek van het scheidsrecht, hetzij, *in limine litis*, op verzoek van minstens één van de partijen.

De bestuurder verzoekt de partijen en de eventueel reeds aangewezen arbiters erom hun opmerkingen over te maken binnen een redelijke termijn die hij bepaalt. Hij kan geen samenvoeging bevelen van geschillen waarvoor reeds een beslissing alvorens recht te doen, een beslissing betreffende ontvankelijkheid of een beslissing over de grond van het verzoek werd genomen.

HOOFDSTUK III. — *Arbitrageprocedure**Afdeling 1. — Overhandiging van het dossier, zetel van de arbitrage en taal van de procedure*

Art. 45. Het secretariaat maakt het dossier over aan het scheidsrecht zodra het samengesteld is en het gevorderde voorschot overeenkomstig artikel 60 gestort is.

Art. 46. De partijen bepalen de zetel van de arbitrage in onderling akkoord. De zetel van de arbitrage is in het Waalse Gewest gevestigd.

Art. 47. Bij gebrek aan overeenkomst tussen de partijen, wordt de zetel van de arbitrage te Namen gevestigd, tenzij het scheidsrecht, rekening houdende met de omstandigheden van het geschil en na de partijen te hebben gehoord, beslist dat een andere zetel in het Waalse Gewest geschikter is. Het scheidsrecht kan beraadslagen op elke andere plaats die het gepast acht.

Afdeling 2. — Opdracht van het scheidsrecht

Art. 48. § 1. Alvorens de zaak te onderzoeken stelt het scheidsrecht een akte van opdracht op binnen twee maanden na de overlegging van het dossier overeenkomstig de bepalingen van artikel 45. De akte wordt opgesteld in evenveel exemplaren als er partijen zijn, plus één waarin hij zijn opdracht omschrijft. Die akte van opdracht wordt opgesteld op grond van de documenten van de partijen of op grond van hun verklaringen als ze wenselijk aanwezig te zijn bij de opstelling van de akte, en bevat de volgende gegevens :

- 1° de namen, de voornamen, de volledige benaming en de hoedanigheden van de partijen in het proces;
- 2° de adressen van de partijen waar alle kennisgevingen en mededelingen in de loop van de arbitrage op geldige wijze gericht kunnen worden;
- 3° een bondige opgave van de omstandigheden van de zaak;
- 4° de uiteenzetting van de vorderingen van de partijen, m.i.v. de reeds ingediende tegenvorderingen;
- 5° de bepaling van de te beslechten geschilpunten, tenzij het scheidsrecht het niet opportuun acht;
- 6° de namen, voornamen en adressen van de leden van het scheidsrecht, alsook hun hoedanigheid in een scheidsrecht;
- 7° de zetel van de arbitrage;
- 8° in voorkomend geval, de keuze van een procedure zonder overlegging van een verslag van het korps van verslaggevers;
- 9° een raming van de waarde van het geschil door het scheidsrecht;
- 10° alle andere gegevens die het scheidsrecht nuttig acht.

§ 2. De partijen en de leden van het scheidsrecht tekenen de exemplaren van de akte bedoeld in § 1.

Het scheidsrecht richt een getekend exemplaar van de akte van opdracht aan het secretariaat uiterlijk binnen achtenveertig uren na de ondertekening van dat document.

Als één van de partijen weigert deel te nemen aan de opstelling van de akte of deze te tekenen, wordt de arbitrale procedure voortgezet na het verstrijken van een bijkomende termijn die het secretariaat oplegt om de ontbrekende handtekening te verkrijgen. De arbitrale uitspraak van het scheidsrecht wordt ondanks de ontbrekende handtekening geacht op tegenspraak te zijn gedaan.

§ 3. Na de ondertekening van de akte van opdracht maakt het secretariaat het dossier over aan de verslaggever, tenzij het scheidsrecht overeenkomstig artikel 10, § 1, eerste lid, beslist van het verslag af te zien.

Afdeling 3. — Kalender van de procedure

Art. 49. Bij de opstelling van de akte van opdracht of zo spoedig mogelijk na de opstelling ervan legt het scheidsrecht na overleg met de partijen in een document de kalender vast die het in acht wil nemen voor het verdere verloop van de procedure, en deelt hem mee aan het secretariaat en aan de partijen. Elke latere wijziging van die kalender wordt meegedeeld aan het secretariaat en aan de partijen.

Afdeling 4. — Onderzoek van de zaak

Art. 50. § 1. Het scheidsrecht voert het onderzoek uit met alle middelen die het te dien einde geschikt acht, met name het inwinnen van getuigenissen en de aanwijzing van één of meer personen met een nuttige expertise.

§ 2. Het scheidsrecht kan beslissen of het enkel op grond van de door de partijen overgelegde stukken en memories uitspraak doet. De beslissing van het scheidsrecht wordt meegedeeld aan de partijen. Als één of meer partijen wensen gehoord te worden of als het scheidsrecht de partijen wenst te horen, nodigt het de partijen uit om te verschijnen op de datum en de plaats die het bepaalt. De verslaggever wordt uitgenodigd op de zitting, tenzij het scheidsrecht overeenkomstig artikel 10, § 1, tweede lid, besloten heeft om af te zien van het verslag.

§ 3. De zittingen zijn niet openbaar.

§ 4. Na de ondertekening van de akte van opdracht worden de nieuwe vorderingen of de uitbreidingen van de initiële vordering of van de tegenvordering schriftelijk ingediend. Als het scheidsgerecht acht dat de nieuwe vordering of de uitbreiding van de vordering van dien aard is dat ze het onderzoek of de regeling van de initiële vordering vertraagt of dat ze de door de akte van opdracht vastgelegde grenzen overschrijdt, kan het weigeren kennis te nemen van de nieuwe vordering of van de uitbreiding van de vordering. Dat beginsel wordt ook toegepast als één van de partijen niet meer de mogelijkheid heeft om in alle logica voldoende te antwoorden wegens de vordering van de procedure.

§ 5. Als de omstandigheden het toelaten, kan het scheidsgerecht de partijen erom verzoeken een minnelijke schikking te vinden en, als de partijen uitdrukkelijk instemmen met dat verzoek, de procedure de nodige tijd opschorten. Het scheidsgerecht informeert het secretariaat en, in voorkomend geval, de verslaggever.

§ 6. Een partij die de arbitrage voortzet zonder bezwaar te maken tegen een overtreding van een bepaling van dit besluit, van elke andere bepaling die toepasselijk is op de procedure of van de voorschriften opgelegd door het scheidsgerecht, doet definitief afstand van zijn recht om bezwaar te maken. De mogelijkheid om bezwaar te maken geldt enkel voor de bepalingen die niet de openbare orde raken.

Afdeling 5. — Voorlopige en bewarende maatregelen

Art. 51. Onverminderd artikel 1659, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, kan elke partij het scheidsgerecht, zodra het samengesteld is, erom verzoeken voorlopige en bewarende maatregelen te nemen, met uitzondering van een bewarend beslag.

Tenzij het scheidsgerecht overeenkomstig artikel 10, § 1, tweede lid, beslist af te zien van het verslag, stelt de verslaggever binnen een redelijke termijn die het scheidsgerecht bepaalt, een gemotiveerd verslag op over het verzoek om tijdelijke en bewarende maatregelen.

Alle maatregelen die m.b.t. het geschil bevolen worden overeenkomstig artikel 1659, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, worden door de partij die ze gekregen heeft onmiddellijk ter kennis gebracht van het scheidsgerecht en het secretariaat.

HOOFDSTUK IV. — Arbitrale uitspraak

Art. 52. Het scheidsgerecht spreekt zich uit binnen vier maanden na ontvangst van de laatste memorie overgelegd door de partijen. Als het scheidsgerecht binnen een kortere termijn meent te kunnen beslissen over het geschil, zal het eerst overleg plegen met de verslaggever. Die uitspraak is definitief en sluit het geschil.

De arbitrale uitspraak is met redenen omkleed.

Art. 53. Het scheidsgerecht bestaat uit drie arbiters, de arbitrale uitspraak wordt bij meerderheid van stemmen gedaan. Bij gebrek aan meerderheid is de stem van de voorzitter van het scheidsgerecht doorslaggevend.

Art. 54. Als de partijen tijdens de arbitrageprocedure tot een akkoord komen waarbij een einde aan hun geschil wordt gemaakt, kunnen ze het scheidsgerecht erom verzoeken akte te nemen van dat akkoord in een akte van dading. Na de ondertekening van de akte van dading door de partijen en de leden van het scheidsgerecht, maakt dit laatste de akte over aan het secretariaat.

Art. 55. De arbitrale uitspraak wordt geacht te zijn gedaan op de zetel van de arbitrage de dag waarop de leden van het scheidsgerecht ze getekend hebben. Na ondertekening maakt het scheidsgerecht een kopie van de arbitrale uitspraak over aan het secretariaat.

Na ontvangst van die uitspraak betaalt het secretariaat de arbitragekosten, rekening houdende met het reeds gestorte voorschot, met het vast recht voor de opening van het dossier en met de beslissing van het scheidsgerecht i.v.m. de arbitragekosten bedoeld in artikel 62.

Als het reeds gestorte voorschot die arbitragekosten niet voldoende dekt, worden de partijen schriftelijk in kennis gesteld van het verschuldigde bijkomend bedrag, alsook van de betalingsmodaliteiten.

Art. 56. Het secretariaat geeft de partijen kennis van de tekst van de arbitrale uitspraak ondertekend door de leden van het scheidsgerecht nadat de arbitragekosten integraal zijn betaald door de partijen of door één van de partijen.

Art. 57. De Cwape mag de arbitrale uitspraak bekendmaken. Op verzoek van één van de partijen kan het scheidsgerecht beslissen dat de arbitrale uitspraak geheel of gedeeltelijk niet bekendgemaakt mag worden wegens het geheime karakter van de gegevens die ze bevat, met name als de openbaarmaking ervan afbreuk zou kunnen doen aan de concurrentiële positie van een partij.

HOOFDSTUK V. — Arbitragekosten

Afdeling 1. — Aard en bedrag van de arbitragekosten

Art. 58. De arbitragekosten omvatten enerzijds de erelonen van de arbiter(s) en anderzijds de administratieve kosten, m.i.v. de kosten voor de opstelling van een verslag door het korps van verslaggevers.

Het secretariaat bepaalt het bedrag van de arbitragekosten.

Het bedrag van de administratieve kosten dekt de reële kosten gemaakt door het secretariaat.

De partijen zijn hoofdelijk en voor het geheel gebonden tot de betaling van de arbitragekosten zoals vastgelegd door het secretariaat.

Afdeling 2. — Vast recht voor de opening van het dossier

Art. 59. Bij de indiening van zijn verzoek om arbitrage betaalt de verzoeker bij de Cwape een vast recht voor de opening van het dossier. Het vast recht is niet terugvorderbaar.

Afdeling 3. — Voorschot voor arbitragekosten

Art. 60. Om de arbitragekosten te dekken bepaalt het secretariaat een voorschot voor arbitragekosten, dat vóór de opening van de procedure bij de Cwape gestort moet worden. Het secretariaat geeft beide partijen kennis van het bedrag van het voorschot en van de betalingsmodaliteiten.

Het secretariaat kan het bedrag van het voorschot aanpassen in de loop van de procedure als uit de omstandigheden van de zaak, de indiening van nieuwe vorderingen of uitbreidingen van de hoofdvordering of van de tegenvordering blijkt dat het geschil ernstiger is dan aanvankelijk verwacht.

Het voorschot is in gelijke delen door de partijen verschuldigd, behalve als ze een andere verdeelsleutel overeenkomen. Elke partij kan evenwel het gezamenlijke voorschot ten laste nemen als de andere partij nalaat zijn deel van het voorschot te betalen.

Het formuleren van een tegenvordering kan aanleiding geven tot de vastlegging van onderscheiden voorschotten voor de hoofdvordering en de tegenvordering. In dat geval neemt elke partij het voorschot ten laste dat overeenstemt met zijn hoofdvordering of zijn tegenvordering.

Het scheidsgerecht doet slechts uitspraak over de vordering waarvoor het voorschot integraal is betaald.

Afdeling 4. — Bijkomende kosten

Art. 61. De bijkomende kosten omvatten de andere kosten gemaakt in het kader van de arbitrageprocedure waarin artikel 58, eerste lid, niet voorziet. Ze omvatten namelijk de erelonen van de deskundigen, vertalers en tolken.

Om de bijkomende kosten te dekken bepaalt het secretariaat of het scheidsgerecht de onderscheiden voorschotten die de partijen onmiddellijk bij de Cwape moeten storten.

De bijkomende kosten zijn in gelijke delen door de partijen verschuldigd, behalve als ze een andere verdeelsleutel overeenkomen.

Als de gevorderde voorschotten niet of onvoldoende vereffend worden, doet het scheidsgerecht uitspraak over de voortzetting van de procedure.

Afdeling 5. — Beslissing i.v.m. de kosten

Art. 62. De arbitrale uitspraak beslist welke partij de arbitragekosten en de eventuele bijkomende kosten ten laste neemt, en zelfs in welke mate die kosten onder de partijen verdeeld worden. In voorkomend geval bekrachtigt de arbitrale uitspraak de overeenkomst tussen de partijen i.v.m. de verdeling van de arbitragekosten en de eventuele bijkomende kosten.

Titel IV. — Regels van goed gedrag

Art. 63. De bemiddelaar of de arbiter aangewezen door één partij is noch haar vertegenwoordiger noch haar mandataris.

Art. 64. De bemiddelaar of de arbiter die zijn aanwijzing aanvaardt, verbindt zich tot integrale inachtneming van het reglement van de arbitrage- en bemiddelingsdienst, zoals vastgelegd bij dit besluit, en tot loyale medewerking met het secretariaat, dat hij op de hoogte zal houden van de stand van de procedure.

Art. 65. Onverminderd artikel 43, mag de gevorderde bemiddelaar of arbiter zijn aanwijzing slechts aanvaarden als hij acht onafhankelijk te zijn jegens de partijen of hun raadslieden. Als achteraf eender welke omstandigheid zich voordoet die in zijn geest of in die van de partijen twijfels doet rijzen i.v.m. zijn onafhankelijkheid, geeft hij onmiddellijk en schriftelijk kennis daarvan aan het secretariaat. Het secretariaat brengt de partijen onmiddellijk op de hoogte. Na kennis te hebben genomen van hun opmerkingen, beslist de bestuurder over de eventuele vervanging van bedoelde bemiddelaar of arbiter.

Art. 66. Bij de aanvaarding van zijn aanwijzing tekent de bemiddelaar of de arbiter een verklaring waarin hij bevestigt dat :

1° er bij zijn weten geen feit bestaat dat twijfels zou kunnen doen rijzen over zijn onafhankelijkheid en zijn onpartijdigheid, behoudens de omstandigheden die hij uitdrukkelijk vermeldt in zijn verklaring;

2° hij het reglement van de arbitrage- en bemiddelingsdienst integraal in acht zal nemen;

3° zijn activiteiten vergoed zullen worden d.m.v. het presentiegeld waarin artikel 48, derde lid, van het elektriciteitsdecreet voorziet voor de tussenkomsten van de arbitrage- en bemiddelingsdienst.

Art. 67. De arbiter verbindt zich ertoe met ingang van zijn aanwijzing af te zien van elke relatie met de partij die hem overeenkomstig artikel 37 aangewezen heeft, of met zijn raadsman.

Elk eventueel contact met bedoelde partij zal met de bemiddeling van de voorzitter van het scheidsgerecht of met diens uitdrukkelijke instemming geschieden.

Art. 68. In de loop van de procedure geeft de arbiter of de bemiddelaar in alle omstandigheden blijk van zoveel mogelijk onpartijdigheid. Hij ziet af van elke houding of betuiging waardoor een partij zou kunnen vermoeden dat zijn mening al vast ligt.

Art. 69. Behoudens tussen de partijen gesloten overeenkomst houdende andere bepalingen, is het de bemiddelaar of de arbiter verboden de functie van arbiter, vertegenwoordiger of raadsman van een partij te vervullen in een gerechtelijke procedure, een arbitrale procedure of een procedure voor de beroepskamer i.v.m. hetzelfde geschil waarin hij als bemiddelaar of arbiter is tussengekomen.

De partijen zien er vanaf de bemiddelaar of de arbiter te dagvaarden als getuige in een arbitrale procedure, een gerechtelijke procedure of een procedure voor de beroepskamer i.v.m. hetzelfde geschil waarin hij als bemiddelaar of arbiter is tussengekomen.

Art. 70. Onverminderd de bepalingen van artikel 57, hebben de bemiddeling en de arbitrage een vertrouwelijk karakter dat in acht genomen moet worden door elke persoon die er in welke hoedanigheid ook aan deel neemt.

In een arbitrale procedure, een gerechtelijke procedure of een procedure voor de beroepskamer i.v.m. hetzelfde geschil mag in geen geval gewag gemaakt worden van hetgeen gedaan, gezegd of geschreven werd in het kader van een bemiddelingsprocedure die niet geslaagd is.

Art. 71. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 72. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS